C.I.R.A.

T2137 - 351 - 4,00 F

le monde libertaire

hebdomadaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 351 JEUDI 27 MARS 1980 4,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

De marées noires en centrales nucléaires,

la Bretagne survivra-t-elle ?

Editorial

Mazout (ce n'est pas la première marée noire), plus radioactivités (ce n'est pas non plus la première centrale bretonne), égal insurrection ?! Ah, jacobins, comme vous êtes dans le vrai : quelle énergie ! Tout avait pourtant été prévu par les spécialistes de l'Etat : super-site, désertification locale, cynique certitude quant à la passivité locale... De si hautes études pour déterminer tout cela... Débiles ! Pensez-vous donc qu'une population laisserait sans réagir une autorité quelconque (non : parisienne) rayer sa terre de la carte ? Ah, démocratie sournoise, pouvoir jésuite, tu tombes sur un os ? Ronge-le ! Il paraît d'ailleurs que les triques démocratiques vivent plutôt mal à Plogoff... Même les mémés tournent en dérision la mâle vie de ces pôvres virilistes (pléonasme) de gardes mobiles !... Plein les dents pour ces braves guerriers de l'Etat tricolore !

Femmes, hommes, enfants et vieillards, tout le monde s'y est mis : le Refus, une belle lutte, c'est sûr, et les capistes de Sizun ne sont certes pas gens à céder du terrain (c'est pour cela qu'ils ont transformé le site en bergerie de trois mille propriétaires : pour faire jouir EDF à l'expropriation), pas d'écolos de folklore, en effet, des habitants qui haïssent cette ingérence étatique (et parisienne de surcroît, rappelons-le).

Allons , Bretons, soyez raisonnables (faudrait lire les auteurs bretons, jacobins, vous apprendrez que si « la raison est romaine, la nuit est celtique... »), vous consommez de l'énergie ? Produisez-en ! Avec ce génial argument on pourrait du reste s'attendre à une exhortation (démocratique, pour sûr) aux Parisiens, par exemple, du style : vous consommez des céréales, des fruits et agrumes, à Paris ?... de la viande ? Eh bien, dépavez, labourez, ensemencez toutes ces artères et élevez l'bestiau ! Sur vos terrasses aussi ! Imaginez-vous ? La C.R.I.S.E. ! Ne voyez-vous donc Bretons, l'incommensurable portée, l'infini horizon de cet argument ?... Ne sentez-vous donc la belle et naturelle homogénéité de la Nation, lorsque ces grands primates casqués et habillés pareillement (!) vous font entendre leur accent du sud de Loire ? Apparemment non, les Bretons ne voient ni ne sentent rien de tout cela. Irraisonnablement, contre leur valet de l'assemblée (Marc Bécam, également maire de Quimper, fine fleur - entendez chienlit - gaulliste), contre leur curé aussi (pour les 70 paroissiens concernés) qui refuse de se prononcer pour ou contre la centrale, mais appelle « purs » les pro-nucléaires, ils se battent, refusent le centralisme étatique et ses hordes d'occupation. On a pu lire là-bas : « Plogoff-Kaboul, même combat... »

Insoumission totale contre l'autorité du Profit, contre l'Etat, rigoureusement logique, qui voudrait bien encore s'essuyer les bottes - démocratiquement - sur la volonté d'être des populations qu'il entend administrer. Un combat qui est nôtre, assurément.

Education Nationale : image d'une société PAGE 4

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : SOISSONS
ALLIER : MOULINS
ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
DOUBS : BESANÇON
HERAULT : BEZIERS
RHONE : LYON
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
HTE-VIENNE : LIMOGES
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
HT RHIN : MULHOUSE
LOIRE : ST ETIENNE
HERAULT : BEZIERS
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS

MORBIHAN : LORIENT
OISE : CREIL
NORD : VALENCIENNE
ORNE : LA FERTÉ macé-FLERS
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE-BIARRITZ
VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
HAUTE-SAVOIE : ANNECY
SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
SOMME : AMIENS
NORD : FACHES-THUMESNIL
PAS-DE-CALAIS : HENIN-BEAUMONT
VAR : RÉGION TOULONNAISE
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
EURE :EVREUX
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

*

* *

LIAISONS PROFESSIONNELLES

– LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
– LIAISON DES POSTIERS
– LIAISON DES CHEMINOTS
– LIAISON DU LIVRE
– CERCLE INTER-BANQUES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2e, 5e, 6e, 7e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 16e, 18e, 19e, 20e.

BANLIEUE SUD
– FRESNES-ANTONY
– FRESNES NORD, L'HAY
– MASSY PALAISEAU

– ORSAY BURES
– RIS-ORANGIS
– CORBEIL ESSONNES
– DRAVEIL
– THIAIS, CHOISY
– MASSY
– VILLEJUIF
– MAISONS-ALFORT, ALFORTVILLE

BANLIEUE EST
– GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
– MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST
– NANTERRE, RUEIL
– VERNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD
– VILLENEUVE LA GARENNE, ST-OUEN

– COURBEVOIE, COLOMBES
– SEVRAN, BONDY
– ARGENTEUIL

LIAISONS

De Aubenas, Laval, Metz, Saintes, Thonon-les-Bains, Marennes-Oléron, Salon, Ardennes, Grasse, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Montpellier, Laon Orléans, Cherbourg, Parthenay, Le Vigan, St-Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, St Brieuc,

Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Épinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Anizy-le-Château, Le Mans, Hyères,

****

Groupe de Troyes : *les 1er et 3e mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Charles Gros (1er porte à gauche).*

Groupe de Tours : Pour tout contact écrire à Claude Garcera, B.P. 2141, 37021 Tours Cédex.

Groupe de Rennes : *le mardi soir à partir de 20 h. à la MJC La Paillette.*

Groupe libertaire d'Angers : *tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poëliers à Angers.*

Groupe de Marseille : *le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 Bd Eugène Pierre à Marseille.*

Région toulonnaise : *le samedi de 15 h. 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.*

Groupe Proudhon de Besançon : *au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h. 15 à 20 h. et le samedi de 15 à 17 h.*

Groupe Eugène Varlin : *Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (15e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20h.*

Groupe du Havre et région « L'Entraide » : *dans les locaux du CES, 16 rue Jules Tellier, 76 000 Le Havre, permanences le lundi, mercredi, samedi de 18 à 19 h.*

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : *le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.*

Groupe d'Amiens : *peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80 330 Longueau.*

Groupe d'Evreux : *Cercle d'Etudes Sociales - BP 237 - 27002 Evreux-cédex.*

Groupe de Rouen : *le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros Horloge.*

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : *tous les jeudis à partir de 19 h, au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St Etienne*

Groupe Louise-Michel : *le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18e.*

Groupe Voline : *26 rue Piat, paris 20e, tous les samedis de 14 à 16 h.*

Groupe libertaire vendéen : *B.P. 12, 85170 Le Poiré-sur-Vie*

Groupe Soleil noir de Cadillac : *tous les samedis de 14 à 19 h, 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).*

Groupe Fresnes-Antony : *mercredi, jeudi, vendredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)*

Groupe d'Argenteuil : *tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour).*

Groupe libertaire de Sevran-Bondy : *adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy*

Groupe Massy-Palaiseau : *tous les mardis de 10 à 15 h au 34 rue de Fresnes à Antony (métro Antony), tél. 668-48-58.*

Liaison Blois : *BP 803 - 41008 Blois-cédex*

Permanence des Relations Intérieures tous les samedis de 14 à 17 h.

COMMUNIQUÉS

Le groupe Jacob (Paris 5 et 13e) n'assure plus de permanence au 51 rue de Lappe (par défaut de local). les prises de contact se feront dorénavant soit par le canal des R.I. qui transmettront, soit directement lors de la vente du M.L. tous les jeudis de 17 à 19 h au métro Place d'Italie, sortie bd. Vincent Auriol.

Le groupe de la région toulonnaise assure tous les dimanches matin, au Marché aux Puces de Toulon (La Valette), une vente du *Monde Libertaire* ainsi que de livres, brochures, etc.

Le groupe libertaire vendéen vend *Le Monde Libertaire* tous les samedis matin au marché de la Roche-sur-Yon.

Un groupe vient de se constituer à Creil (Oise). Les camarades intéressés peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Les personnes intéressées par la liaison de Cholet et de Sablé peuvent prendre contact avec elle par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe E. Reclus d'Angers a réalisé un montage audio-visuel sur le problème du nucléaire : « Les anarchiste face au nucléaire ». Ce montage dure une heure et peut être loué par tous les groupes, collectifs, comités, désireux d'entreprendre une information sur l'agression nucléaire.

Pour tous contacts : Groupe E. Reclus c/o La Tête en Bas - 17 rue des Poëliers - 49000 Angers.

Les militants du groupe Nestor Makhno de St. Etienne distribuent les invendus du *Monde Libertaire*, les dimanches matin au Marché aux Puces de la plaine Achille.

Le groupe du 14e appelle ses sympathisants à le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe Fresnes-Antony vient d'éditer le n°5 de sa feuille locale *La Commune Libertaire*. On peut la recevoir sur simple demande en glissant un timbre de 1,30 F pour l'expédition.

Les sympathisants du Mans sont invités à prendre contact avec les Relations Intérieures en vue de créer un groupe sur Le Mans (Sarthe).

Région toulonnaise : vente du M.L. le samedi matin au Marché de Toulon.

La fête libertaire organisée par le groupe d'Amiens (F.A.) et ses sympathisants aura lieu, cette année, le week-end des 14 et 15 juin au parc de Montières à Amiens.
Le groupe invite tous ceux qui sont intéressés (chanteurs, groupes de musique diverse, troupes théâtrales, etc.) par l'organisation et la participation à cette fête, à le contacter dans les meilleurs délais. Première réunion de préparation le mercredi 26 mars à 20 h 30, salle Dewailly à Amiens.

Permanence antimilitariste

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 13 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18e (M° Blanche)

tous les samedis de 15 à 18 h 26, rue du Wad-Billy METZ - Tel. 74.41.58

Directeur de la publication
Maurice Laisant
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie «Les marchés de France»
44, rue de l'Ermitage, Paris 20e
Dépot légal 44 149 - 1e trimestre 1977
Routage 205-Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Affiche éditée par le groupe Fresnes-Antony

En vente à Publico 0,60 F l'unité au-dessus de 10 exemplaires 2 F l'unité sur place PAS DE COMMANDE EN-DESSOUS DE 10 EX.

Le groupe Jacob vient d'éditer une affiche sur l'action directe
En vente à Publico 0,50 F l'unité
PAS DE COMMANDE AU-DESSOUS DE 50 EX.

Le groupe Sevran-Bondy organise un débat sur L'ANTIMILITARISME avec la participation de Maurice Laisant et le concours de l'Union Pacifiste le samedi 19 avril de 14 à 22 h au Centre Alfa 3 allée des Pensées (sur RN 3) à Bondy
Partie artistique
Serge Uigé-Royo
Eglin et Robin
Entrée gratuite

Le groupe anarchiste Kropotkine organise en son local 28 rue Carême Prenant à Argenteuil un colloque sur LA DROGUE samedi 29 mars à 15 h 30

A l'occasion des Jeux Olympiques le groupe Sacco-Vanzetti a édité une affiche

Moscou 80
Un record olympique !
Après une révolution trahie
60 ans d'exploitation capitaliste...
...60 ans de dictature marxiste...

Elle est en vente à Publico au prix de 2 F l'unité au-dessous de 10 ex. et de 0,60 F à partir de 10 ex.

A l'occasion des J.O. le groupe Commune de Kronstadt a édité une affiche
A Moscou comme ailleurs... solidarité avec la lutte de classe du prolétariat international
En vente à Publico : 0,70 l'unité à partir de 10 ex., 2 F l'unité au-dessous de 10 ex.

La Fédération Anarchiste d'Angers organise un meeting sur LES PAYS DE L'EST le samedi 29 mars à 20 h 30 Salle Jean Macé - rue Pré Pigem à Angers
Projection du film « Dix années de normalisation
Avec la participation d'exilés bulgares

Vient de paraître
La Mémoire sociale, revue d'humeur du groupe Voline.
Au sommaire du numéro 1 : Adresse au prolétariat sur les conditions minimums de réalisation, relative à l'autogestion généralisée ; Rest in Peace ; Ethnologie et anarchisme ; Humeurs.
En vente à Publico : 8 F

Vient de paraître
VOLONTE ANARCHISTE N° 9
Autogestion, gestion directe... *et* La F.A. et l'autogestion de Maurice Joyeux
En vente à Publico 10 F
Vous pouvez vous abonner à *Volonté Anarchiste* : 8 numéros 80 F, de soutien 120 F.
Vous pouvez commencer votre abonnement en demandant à recevoir un ou des numéros déjà parus.
Adresse pour les abonnements : Groupe Fresnes-Antony, 34 rue de Fresnes - 92160 Antony.
Règlement à CCP A.S.H. 2160042 C Centre Paris.

LE MONDE LIBERTAIRE
Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

TARIF

France		Sous pli fermé	Etranger
3 mois	50 F	78 F	55 F
6 mois	95 F	150 F	110 F
12 mois	180 F	280 F	210 F

Tarif Etranger: RFA, Benelux, Suisse, Italie, Canada.

Abonnez vous

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)
Nom..... Prénom.....
N°..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
à partir du N°..... (inclus). Pays .....
O Abonnement O Réabonnement
Règlement (à joindre au bulletin):
O Chèque postal O Chèque bancaire O Mandat-lettre
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

en bref...en bref...

A l'occasion du procès en appel pour renvoi de papiers militaires de M. Frey et C. Gaillard, le 10 mai 1977, un collectif de dix personnes avaient renvoyé leur livret militaire. L'un d'eux, D. Dumont, a été jugé et condamné à 500 F d'amende, courant janvier. Deux autres membres du collectif, P. Rouyer-Fessard et A. Mestre seront jugés le mardi 15 avril à 11 h par la 12e Chambre correctionnelle du tribunal de Grande Instance de Créteil. Soutenez-les en allant à leur procès, ou en envoyant au président du tribunal un télégramme de soutien à P. Rouyer-Fessard et A. Mestre.

Le directeur des éditions Spartacus, René Lefeuvre, est actuellement hospitalisé ; les éditions Spartacus (5 rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4e) entassent les difficultés et font un appel à tous pour passer ce mauvais cap et ainsi continuer le travail d'édition.

Le Collectif de Liaison Anarcho-Syndicaliste (CLAS) organise le jeudi 3 avril une causerie-débat sur le thème : l'économie distributive et les échanges libertaires, à 20 h, dans les locaux du CES, 16 rue Jules Tellier au Havre.

Nouveautés

Francis Ronsin
La grève des ventres (propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France 19 et 20e siècles) 50 F

Borkenau
Spanish Cockpit 73 F

Victor Serge
Mémoires d'un révolutionnaire 21 F
Les révolutionnaires 74 F

M. Ragon
L'accent de la mère 55 F

P. Istrati
Vers l'autre flamme 20 F

Sorel
La décomposition du marxisme 26 F

Sommaire

PAGE 1
Editorial
PAGE 2
Activités F.A.
PAGE 3
En bref, Toulon, Angers, Insoumis total, Grève des instituteurs
PAGE 4
L'Education Nationale : bilan
Les élections en RFA
PAGE 5
L'expérimentation animale
Les patrons dans la Somme
Ah ! les jeunes...
PAGE 6
Informations Internationales
PAGE 7
Notes de lecture
Spectacles
Bande dessinée
PAGE 8
A Plogoff, lutte pour la vie

Publico du mardi au samedi
de 10 h 30 à 19 h

INSOUMIS TOTAL

Mes idées personnelles sur la vie étant en total désaccord avec celles de l'armée, j'ai choisi de m'insoumettre totalement. A présent en détention, je fais appel à tous ceux soutenant ou désirant soutenir les diverses formes d'action antimilitaristes et pacifistes à manifester leur soutien en ma faveur.

Ma lutte contre l'armée française, mais aussi et surtout contre toutes les armées, est avant tout une lutte humaine. Désirant vivre selon ma conscience, je refuse formellement qu'au nom de la liberté d'un pays, on m'oblige à faire mon apprentissage de la guerre, et je refuse le statut d'objecteur de conscience, compromis inacceptable servant l'Etat et l'armée en priorité, je n'accepte pas de perdre une ou deux années de ma vie pour la cause d'une institution à laquelle je ne reconnais pas le droit moral d'exister. Je désire fortement voir la paix régner un jour sur le monde, balayant les guerres, les souffrances et les tortures. Je condamne la violence gratuite, organisée et approuvée.

Dénonçant le trompe-l'œil qu'est la limitation des armements, et en vue d'arriver au désarmement unilatéral, je refuse de participer à l'armée, institution antivie, et je désire fortement voir un jour une condamnation et un refus universels de celle-ci. A l'heure où les techniques les plus sophistiquées et les plus dangereuses sont mises en œuvre dans le domaine de la défense, dans un but de profit et de prestance aux yeux du monde, je traite d'irresponsables ceux qui pensent par ces moyens obtenir la paix; je condamne la totalité du budget international de défense, décidé sans scrupules alors que la majorité de la population mondiale ne mange pas à sa faim. La course à la vie doit avoir priorité absolue sur la course à la mort.

Plus particulièrement en France (puisque cela me concerne directement), je refuse de me mettre sous les ordres d'une armée au service de l'impérialisme, vendant ses armes à des régimes dictatoriaux, et soutenant donc leurs dirigeants fascistes et assassins. Je refuse d'être sous les ordres de nostalgiques de l'Algérie, véritables tortionnaires et meurtriers ayant « travaillé » pour la France dans l'impunité. Je refuse de ne devenir qu'un numéro manipulé au sein de cette institution avilissante où le respect et la dignité n'existent pas, où on nous demande de nier notre vie et nos idées antérieures, en nous refusant l'information de notre choix, en nous asservissant, et éventuellement en nous envoyant briser les grèves.

Afin de vivre dans un vrai monde de paix, où les conséquences de la chasse au profit (par tous les moyens) ne seront plus le lot de centaines de millions de gens, je demande à tous ceux qui se sentent concernés de prendre part activement à la lutte pour l'abolition des deux plus horribles inventions humaines : l'armée et la guerre.

Gilles Garrec (objecteur de conscience sans demande de statut)

Gilles Garrec, insoumis total a été arrêté le samedi 15 mars. A l'initiative du comité anti-TPFA, la coordination antimilitariste, s'est mise en place pour son soutien.

Il est important qu'une large information soit faite autour du cas de Gilles dont c'est le désir aussi, afin que cette affaire fasse du bruit. Pour cela, nous avons contacté divers groupes antimilitaristes de Brest, Lannion, St Brieuc, Lorient et Nantes. Dans ces villes, dès ce soir, des affiches seront collées, appelant à soutenir Gilles.

A Rennes, il y aura une distribution de tracts, etc. Nous vous appelons à venir nombreux au débat avec la participation de J. Fabre du P.R. italien, sur la justice militaire à 20 h 30 le 28 mars, salle de la cité à Rennes.

Quant à la coordination, nous souhaitons qu'elle ne se limite pas au cas présent, donc qu'à l'avenir, elle soit efficace en soutien à des personnes ou en vue de mener des actions régionales en commun. Tous les gens intéressés dans la région peuvent nous contacter.

Nous vous demandons donc de bien vouloir faire une information auprès de vos sympathisants afin qu'un maximum de soutien parvienne à Gilles. Nous vous tiendrons au courant de la suite des événements. Gilles est en grève de la faim, écrivez-lui à : Gilles Garrec, section militaire, maison d'arrêt, 56 bd Jacques Cartier, 35998 Rennes.

Demandez sa libération à : M. le juge d'instruction du TPFA, quartier Foch, 35998 Rennes armée

Comité anti-TPFA de Rennes

A l'approche des vacances scolaires :

Bilan et perspectives de trois semaines de grève

Le 19 mars ne fut pas un jour comme les autres : plus de 50 000 instituteurs se sont retrouvés pour défiler de la Bastille au Palais Royal. Et ce n'est pas du simple fait d'un appel syndical quasi habituel qui fit se réunir autant d'enseignants, mais un sentiment unanime de malaise. La démonstration annuelle du SNI PEGC qui, à la veille des négociations salariales, se fait dans un ronronnement bien huilé, s'est trouvée prise de cours par la volonté des participants de la transformer en une véritable manifestation d'opposition à la politique de redéploiement de Beullac. Son succès donc n'est pas à mettre à l'actif d'une direction syndicale « attentive au mécontentement de nombreux collègues », mais bien à ce millier de grévistes parisiens qui, bon gré mal gré, a su se faire entendre par l'ensemble de la profession.

En dépit des frictions constantes entre « le cordon sanitaire » imposé par les organisateurs et le cortège de la coordination parisienne, grévistes et non-grévistes ont montré une volonté identique de refuser les journées d'action en réponse à une politique de redéploiement et une opposition constante à un laisser-aller syndical. A la suite de cette manifestation rapidement dispersée par une direction apeurée de se voir, encore une fois, dépassée par sa propre base, les instituteurs se sont réunis à la Bourse du Travail pour examiner les perspectives de lutte à donner à ce mouvement.

L'opposition systématique des directions syndicales a fait son œuvre : peu de provinciaux sont venus apporter leur soutien à leurs collègues de la région parisienne. Un tour d'horizon a démontré que ce mouvement, bien que répercuté en province, n'a eu les capacités organisationnelles de vaincre les barrières syndicales et surtout d'affermir les luttes provinciales au niveau parisien. Le désenchantement, le manque de suivisme, furent donc les principaux facteurs de rentrée. Le 22 mars a vu les instituteurs parisiens occuper de nouveau leurs postes et tenter d'abattre les barrages quotidiens de leur environnement : les coordinations d'arrondissements, les collectifs parents-enseignants, amèneront une vie réelle des préaux d'école... mais jusqu'à quand ? Comme tous ces grands mouvements qui ont montré l'opposition systématique des directions syndicales (mai 68, PTT, Banque...) à des organismes révolutionnaires animés par l'ensemble des travailleurs ne doutons pas un seul instant qu'il se noiera dans les oubliettes de la vie professionnelle au plus grand profit du réformisme. L'approche des vacances, le décalage constant dans la capacité politique d'auto-organisation des instituteurs enterront ce mouvement de protestation plus sûrement que les volontés conjuguées de Beullac et de Guy Georges n'auraient su le faire.

Bilan positif, perspectives aléatoires

Trois semaines de lutte ne se soldent pas dans un unique bilan négatif. Il est évident que les instituteurs n'ont pas obtenu satisfaction : ni le ministère ni le SNI ne les ont reconnus, ils n'ont acquis aucune assurance de la part de l'administration que les mesures de carte scolaire adoptées par le comité technique paritaire ne seront modifiées le 27 mars par le conseil départemental. Je tiens à ajouter dans le cadre de cet article que même si les syndicats nationaux, autant le SGEN que le SNI, avaient effectivement appuyé ce mouvement, les instituteurs n'auraient pu obtenir satisfaction. Et les grévistes l'ont bien senti, car d'une part pour avoir une chance de voir se propager le mouvement, ils ont fait un appel à tous leurs collègues de France, mais d'autre part ils ont bien spécifié dans toutes les positions prises dans les assemblées que les échéances de victoire ne se détenaient pas dans le seul bureau de Guy Georges, mais dans la prise en charge par la fonction publique dans son entier des revendications communes à tous les travailleurs de l'Education Nationale. Dire aujourd'hui que la grève du 27 mars appelée par le SNI 75, ou le mot d'ordre de grève réclamé par la FEN au troisième trimestre, seront les échéances d'expansion du mouvement et les pôles capables de centraliser le mécontentement général de la profession, serait aller vite en besogne et méconnaître profondément les réalités de ces trois semaines de grève.

En dehors du cadre corporatif (non-paiement des journées de grève, pressions multiples sur les grévistes de la part de l'administration, le maintien des fermetures de classes), les instituteurs ont enclenché un processus profond de refonte totale de leur environnement. Ils ont fait éclater les barrières pratiquement infranchissables qui cloisonnaient dans leurs écoles les enseignants, et ont ainsi établi qu'il était possible de tisser des liens naturels et réels entre les travailleurs d'une même entreprise, dispersés dans de petites unités de production, répartis sur tout le territoire national. En peu de temps (cf. ML 349 et 350), ils ont construit un mouvement autogestionnaire capable de prendre en charge dans son entier tous les aspects d'une grève reconductible. Et c'est cette démonstration qui a fait sauter tous les bouchons : dorénavant, les directions syndicales devront en tenir compte avant de lancer leurs adhérents dans des grèvettes de 24 heures ou les dépôts de pétitions à tel ou tel sbire de Beullac ou élu local. Les instituteurs grévistes ou non ont pris conscience de la crise globale de l'Education Nationale qui ne peut plus se résoudre dans l'unique cadre corporatiste, mais à un échelon national multi-directionnel. L'échec du mouvement ne doit donc pas être compris dans les limites professionnelles restrictives, mais bien dans celles d'une crise sociale plus profonde et par conséquent aux ramifications plus étendues.

A la veille d'élections paritaires, les syndicats des enseignants font face à une crise aiguë de leurs structures et avenir politique. Car en prenant du recul, nous nous apercevons que 2 000 instituteurs de la région parisienne en grève en dehors de tout appel des syndicats - représentent la majorité des enseignants mécontents. Ce petit nombre - minoritaire en absolu, mais quasi représentatif, examiné aux lumières des circonstances - fut le fer de lance d'une activité oppositionnelle à la politique de redéploiement. Acculés, pris au piège des actions ponctuelles et des pseudo-bénéfices de bonnes négociations, les syndicats, incapables de mordre le trait qui les sépare d'une véritable vocation révolutionnaire, se sont vus dépassés par une masse représentative de la gauche traditionnelle. Il ne faut pas oublier que ce ne sont ni les militants syndicalistes ni les « gauchistes » qui ont mené à bien ce mouvement, mais des « hommes de gauche », parfois à l'esprit étroit, bon père de famille, souvent n'ayant jamais fait grève, et à l'écoute de leur propre centrale syndicale. Cette représentativité du Français moyen, capable dans des circonstances données d'appréhender du jour au lendemain des méthodes d'organisation révolutionnaires, fut la véritable force de ce mouvement.

Les mots d'ordre même (refus unanime de la politique gouvernementale, le maintien et l'amélioration des conditions de travail) sortent du parcours habituel ; il ne s'agit ici ni de défendre des augmentations de salaire ni de renforcer des privilèges de fonction, mais, par un biais pédagogique, de refuser de subir les fluctuations d'une crise de société. Depuis deux ans, ce sont surtout les secteurs-clés de l'économie (sidérurgie, pétro-chimie...) qui tombent sous les coups de la restructuration, mais aujourd'hui, c'est au tour du secteur nationalisé et public de percevoir les inconvénients d'une politique gouvernementale de gestion de la crise. Les instituteurs l'ont bien compris et ont tout fait pour que leurs protestations ne soient pas de pure forme, mais engagent les syndicats dans un processus de lutte non plus d'acceptation plus ou moins voilée du redéploiement, mais d'un combat ouvert contre la politique d'austérité menée par Giscard.

Et demain ?

Il est toujours difficile de préfigurer les lendemains d'une lutte dure. Nous sommes dans l'incapacité aujourd'hui de prévoir ce que seront les retours de vacances de printemps. Seule l'expansion à l'ensemble des travailleurs de l'Education Nationale dans un premier temps, relayée par une grève générale de la fonction publique dans un second temps, permettra un repli de l'administration. Cette approche globale du problème n'appartient plus aux seuls instituteurs parisiens, mais bien à tous les travailleurs de l'Education Nationale. Dans un ultime effort, les grévistes ont convoqué leurs collègues à une coordination nationale avant la déroute que représentent les vacances scolaires. Cette volonté de déborder par tous les moyens le cadre de la profession est encore une démonstration de la force politique du mouvement. Les antichambres des bureaux ministériels ou syndicaux en percevront longuement les échos bien après l'arrêt définitif de cette lutte. La grève des instituteurs a atteint un premier palier d'expansion, seuls l'avenir et l'intérêt des enseignants à ces méthodes d'action nous diront si, au cours de cette année scolaire, elle pourra gravir les suivants avec succès. Et comme les grévistes l'ont murmuré au cours des dernières assemblées qui les réunissaient : rentrer un 22 mars, qui sait ? cela risque de nous porter chance !

Thyde ROSELL
(gr. Louise Michel)

Rassemblement de solidarité

Un peu plus d'une centaine de personnes ont manifesté leur solidarité envers les habitants de Plogoff et de Corse durement frappés dans leur lutte par la répression sauvage et violente de l'Etat. Une centaine de personnes, c'est bien peu devant un problème aussi grave, alors que le même jour, cinquante mille manifestants se réunissaient en Bretagne.

La majorité silencieuse toulonnaise a choisi une fois de plus la voie de l'indifférence, nous en avons l'habitude. Ce qui est plus triste, c'est quand elle est rejointe par des camarades et militants libertaires pour qui la fraternité devrait être une motivation suffisante. Chapeau tout de même à tous ceux qui, malgré leur position ultra-minoritaire, continuent à se battre et à gueuler très fort leur colère... Anarchie sempre !

Groupe région toulonnaise

Une journée pas ordinaire

Journée pas ordinaire à Angers le samedi 15 mars. A l'appel du Collectif pour l'Affichage Libre, soutenue par plusieurs organisations dont la F.A., une manifestation-collage s'est déroulée dans le centre-ville, rassemblant une soixante de personnes.
Manifestation où l'on a pu constater l'actif soutien de l'extrême-gauche à cette lutte pourtant fondamentale : seuls les militants de la F.A. et du PSU s'étaient déplacés et l'unique banderole du cortège était celle de la F.A.... à méditer.
La fin de cette manifestation vit alors se déployer en plein centre-ville des banderoles antimilitaristes qui bloquèrent durant une demi-heure la circulation du centre-ville. Cette manifestation organisée par le GRADE (Groupe de Réfractaires à l'Armée) avait pour objectif d'attirer l'attention de la population sur les antimilitaristes emprisonnés.

F.A. Angers

Au terme d'une semaine agitée :

Quoi de neuf à l'Education Nationale ?

17 mars : les personnels de surveillance sont en grève, parfois même depuis une semaine, pour protester contre la transformation de leur statut imposée par Beullac. A la prochaine rentrée scolaire, la plupart des « pions-étudiants » se retrouveront sans poste.

19 mars : manifestation nationale des instituteurs.

20 mars : grève dans le secondaire. Plus de vingt mille participants à la manifestation parisienne organisée par les cinq organisations syndicales d'enseignants.

21 mars : les professeurs du privé lancent une journée de grève pour réclamer l'application de la « loi Guermeur » (parité avec leurs collègues du public).

Les facultés sont touchées (Angers, Poitiers, Vincennes, Jussieu...) par des mouvements de protestations contre les expulsions des étudiants étrangers.

Dans la plupart des cas, les personnels de service se solidarisent avec les enseignants. Ça bouge à l'Education Nationale, mais ni Beullac ni les directions syndicales ne transforment pour autant leurs activités ou mode revendicatif.

Bien que les mots d'ordre divergent, l'ensemble des personnels de la vaste entreprise que représente le ministère de l'Education (jusqu'à l'an passé il demeurait le premier budget de l'Etat), se trouve confronter aux mêmes restructurations financières, politiques ou pédagogiques imposées par une société malade de son développement et de sa politique éducationniste qui ne colle plus avec un déplacement du marché du travail. La politique de redéploiement n'est en définitive qu'une suite logique de la loi Haby et représente un premier pas vers une refonte totale du système éducatif français. Ces vagues de protestations, ce malaise général, sont à étudier dans un contexte large et non plus dans le seul cadre corporatiste.

L'Education : image d'une société

Pourquoi l'Education nationale et comment ? Telles sont les questions qui nous viennent à l'esprit après un examen sommaire de l'histoire de l'entreprise de Jules Ferry. L'enseignement obligatoire ne fut pas seulement une concession de la bourgeoisie à un prolétariat combattif, mais un besoin réel du capitalisme. La création de nouvelles méthodes de production, la technique et les sciences au service du rendement capitaliste ont imposé une nouvelle forme de prolétariat. Ce sont ces seules données qui préjugèrent de l'orientation de l'enseignement offert aux différents types d'élèves. L'égalité des chances, l'école publique libre et gratuite, ne sont que des vernis démocratiques qui craquellent sous les coups répétés d'une demande nouvelle de l'économie internationale. L'après-guerre a vu le système éducatif prendre un essor considérable : les besoins sociétaires ont imposé l'ouverture de l'enseignement secondaire et supérieur à la couche intelligente d'une population française jusqu'ici cantonnée dans un enseignement primaire dont les remises solennelles des certificats de fin d'études par les sous-préfets devant une population émerveillée, sont les symboles marquants. La création de lycées, de facultés, l'offre de bourses diverses ont amené l'Education Nationale vers une voie expansionniste. Les spécialisations, images réelles des besoins économiques, se sont faites par le biais des grandes écoles et de l'enseignement supérieur long. Le premier cycle se réservait la formation générale de la couche moyenne des travailleurs se lançant dans le secteur tertiaire ou représentant le sous-cadre installé dans les sphères intermédiaires des entreprises qui pouvaient espérer un avancement au prix d'une formation interne ou d'une longue soumission aux aléas des politiques sociales de leur direction. L'économie, sa vitesse de croisière prise, a petit à petit désamorcé certains secteurs éducatifs. Après avoir offert à la couche moyenne une culture générale capable de la mouvoir sans que cela pose de graves problèmes de formation vers les nouveaux travaux du tertiaire, l'Education Nationale s'est tournée vers ses cycles d'enseignement extrêmement spécialisé.

Les élèves, issus autant des milieux bourgeois qu'ouvriers, des grandes écoles ont permis à l'économie de se servir d'une main-d'œuvre hautement spécialisée, capable d'intervenir dans ses secteurs-clés et d'apporter un sang nouveau à ses techno-structures. Les technocrates, les scientifiques et techniciens divers ont remplacé dans la majeure partie des entreprises françaises les actionnaires ventrus du début du siècle. L'Education Nationale est victime de la crise profonde qui secoue le capitalisme mondial. La crise des matières premières, la fermeture des marchés mondiaux, les avancées constantes des techniques, ne permettent plus à une imposante machine éducative de s'endormir sur ses lauriers. Elle se doit de suivre et de devancer les besoins du marché du travail : le manque de temps, la course aux investissements et découvertes scientifiques sont les moteurs de la machine étatique et par voie de conséquence, de ses structures.

L'Education Nationale se doit aujourd'hui non seulement de donner une formation accélérée et qualifiée aux futurs technocrates, mais, de plus, les spécialiser de telle sorte qu'ils puissent à l'issue de leurs études suivre les progrès constants des techniques. D'autre part, elle doit également faire face à cette masse estudiantine de plus en plus nombreuse qui, à l'image de son temps, ne veut plus se contenter des tâches ingrates réservées à leurs pères. La transformation des mœurs et donc des mentalités a fait s'augmenter le réservoir national de l'ancienne élite du travail et donc, comme toutes les lois du marché capitaliste l'imposent, dévaluer certaines branches des activités économiques. Un diplôme de formation générale ne se suffit plus à lui-même, la supériorité de la demande sur l'offre dans les secteurs de spécialisation moyenne du tertiaire a débouché sur une dévaluation complète de certaines branches d'enseignement supérieur.

Le tri des éléments, futurs moteurs des entreprises, ne se fait plus à la fin du cycle d'étude obligatoire, mais à l'école élémentaire. L'Etat ne peut plus se permettre de rengorger ses secteurs d'enseignement long d'une masse vouée au chômage, la sélection se fera donc dès la maternelle et s'imposera petit à petit à travers des réformes (système Haby) et des décrets. Les réformes de l'enseignement secondaire permettront de faire jouer les lois de la concurrence entre les divers instituts et facultés. Ce sont les retombées de cette politique de redéploiement que subissent actuellement toutes les structures du ministère de l'Education. Ces menées ministérielles n'étant pas sectorialisées, mais entrant dans une politique globale, ce ne sont pas les différentes branches professionnelles de l'Education Nationale qui doivent s'y opposer les unes à la suite des autres, mais la machine éducative dans son entier.

Les enseignants face au redéploiement

Le tort du syndicalisme enseignant ne réside pas dans sa politique réformiste, mais dans ses propres structures. La FEN a commis l'erreur fondamentale de calquer ses structures sur celles du ministère. L'Education Nationale a su évoluer avec les demandes de la société capitaliste, le syndicat, quant à lui, est resté fidèle à lui-même et perçoit à l'heure actuelle les retombées de cet immobilisme. Les syndicats sont impuissants malgré les velléités de combattivité de leurs adhérents de s'opposer à la gestion de la crise. Les grèves sectorielles ne servent à rien, seul un combat national de la fonction publique permettra, à court terme, de ponctuer les restructurations des entreprises étatiques. Il ne s'agit plus aujourd'hui d'acquérir des privilèges, mais de tenter de maintenir les statuts de l'ensemble des travailleurs de la fonction publique. Nous savons tous que l'obtention de certaines revendications ne verront jamais le jour dans le monde capitaliste. S'opposer aux fermetures de classes revient à s'opposer directement au capitalisme. Ces revendications essentielles pour le milieu enseignant nous font quitter le milieu réformiste pour aboutir à une critique totale du système éducatif et par conséquent à sa radicalisation. Vingt-cinq élèves par classe ! Non aux fermetures de classes ! ne sont plus des slogans vides de sens, ne sont plus de simples désirs d'amélioration de conditions de travail, mais deviennent des mots d'ordre révolutionnaires. Demander en 1980 de petits effectifs revient à refuser dans sa totalité la gestion de la crise économique. S'opposer au démantèlement de l'éducation sportive, des structures de surveillance dans les collèges, etc., revient à demander la disparition pure et simple du caractère autoritaire de l'Education Nationale.

La crise économique a amené les luttes ouvrières au paroxysme, les travailleurs dans le cadre du système sont obligés d'accepter les yeux fermés la politique économique du gouvernement Giscard. Le fait de se battre pour de simples améliorations de travail font se transformer en grévistes durs des cadres moyens emportés par les circonstances et n'ayant pas eu un seul instant à l'esprit la volonté de détruire le monde capitaliste. Les grèves qui secouent le ministère de l'Education, sont à mettre au passif du réformisme syndical. Apeurée par une base combattive, la FEN inscrit ses modalités d'action ponctuelle dans le strict cadre corporatiste imposé par le système. Tout comme le 23 mars 1979, les 19, 20 et 21 mars 1980 ont définitivement prouvé que vivre des grèves radicalisées ou à caractère autogestionnaire, appartient dorénavant au domaine quotidien. Une seule issue apparaît aux travailleurs de l'Education Nationale : accepter le redéploiement ou balayer le système capitaliste qui l'a engendré.

Estelle CHEVET

R.F.A.

La grande saison des jeux électoraux

La situation politique en Allemagne fédérale semble, à première vue, ne ménager aucune surprise : « les jeux sont faits », diront des observateurs superficiels, et les élections au Bundestag, qui auront lieu dans six mois, confirmeront sans doute la stabilité du corps électoral et les rapports de force entre les partis. Une extrême-droite (NPD) et une extrême-gauche (DKP) également impuissantes, une coalition social-démocrate-libérale qui bénéficiera de la popularité du chancelier Schmidt, une opposition CDU-CSU dont le candidat Strauss, jugé un peu trop « à droite », est contesté par une faction des chrétiens-démocrates, enfin un parti « vert » qui a bien réussi à obtenir quatre mandats au Landtag de Brême, mais qui est miné par des contradictions internes. En réalité, la question est plus complexe, l'issue plus incertaine, et ce tableau rapide - et bien trop schématique - a besoin de sérieuses retouches !

Les élections au Bundestag vont être précédées par les élections à trois Landtag : Bade-Wurttemberg (16 mars), Sarre (avril, Rhénanie-Westphalie (mai), élections dont les résultats auront valeur de test. Quand ces lignes paraîtront, nos lecteurs auront eu connaissance du bilan électoral en Bade-Wurttemberg. Le CDU a obtenu en 1976 avec 57% des suffrages, la majorité absolue et conservera sans doute une légère majorité contre la coalition SPD-FDP. Le dirigeant SPD, à Stuttgart, est Eppler qui est opposé à la politique nucléaire de Schmidt. Le parti NPD présente, sans espoir, des candidats dans 6 des 70 circonscriptions. Mais une incertitude pèse sur le scrutin : le parti libéral arrivera-t-il à franchir la barre des 5% et les « Verts » arriveront-ils à mordre dans l'électorat libéral ? Quoiqu'il en soit, il semble peu probable que le CDU cesse de gouverner à Stuttgart.

Dans la Sarre, les progrès du SPD lors d'élections municipales, semblent indiquer un changement possible de majorité, auquel cas le CDU perdrait le gouvernement de la Sarre. Nul doute que Schmidt et Strauss iront en personne haranguer les foules : l'enjeu en vaut la peine !

Mais l'élection qui jouera un rôle capital, c'est celle de Rhénanie-Westphalie, le plus grand Land de la RFA qui contient les centres industriels du bassin de la Ruhr. Jusqu'ici les libéraux ont été la force d'appoint qui a permis au parti social-démocrate de détenir la majorité. Le CDU pourrait l'emporter dans deux cas : si les libéraux du FDP, subjugués par le conflit Schmidt-Strauss, perdent des électeurs au bénéfice des deux grands partis et tombent au-dessous des 5%, ou bien si les « Verts » gagnent à la cause écologique une partie des électeurs du FDP. Si le FDP disparaissait et si les « Verts » n'arrivaient pas à 5%, le CDU aurait des chances sérieuses.

Ces considérations sont encore plus valables pour les élections au Bundestag. On ne doit pas minimiser les chances du parti « vert ». Certes, ce parti fondé à Karlsruhe, est bien hétéroclite et on ne voit pas bien ce qui unit l'ex-député CDU Gruhl, le marxiste-dissident de la RDA, Bahro, des paysans attachés à leur terre et les groupuscules gauchistes à la recherche d'auditeurs et d'adhérents. Même si le parti « vert » éclatait, il y aurait des listes vertes capables de trouver des électeurs non seulement chez les libéraux, mais aussi dans la gauche du SPD qui a mené, lors du congrès national de ce parti, une offensive vigoureuse contre la politique nucléaire du chancelier. Une double incertitude pèse sur les élections au Bundestag : le FDP aura-t-il encore des élus ? Les « Verts » seront-ils représentés ? La barre artificielle des 5% jouera un rôle capital. C'est elle qui décidera si Strauss l'emporte sur Schmidt ou, au contraire, si la coalition actuelle se maintient au pouvoir.

Tous ces tournois électoraux ne sont que jeux de politiciens et entre Strauss et Schmidt, la différence n'est pas grande. Ce qui importe davantage, c'est l'attitude de la classe ouvrière, ses réactions en face de la crise économique et des joutes dérisoires de la politique. Hélas ! les ouvriers, dans leur immense majorité, suivent la bureaucratie politisée de la centrale DGB (7,6 millions d'adhérents). Il y a bien des ouvriers dans la petite opposition anarcho-syndicaliste, dans les comités d'initiative des citoyens, dans les groupes d'action anti-nucléaire, mais il ne faut pas se faire d'illusions, la grande masse a approuvé la politique anti-terroriste et maxi-policière du chancelier et - ce qui est encore plus grave - les syndicats sont résolument hostiles à l'action anti-nucléaire des « Verts ». Pour les dirigeants de la DGB, le plein emploi nécessite les techniques les plus modernes et c'est l'énergie nucléaire qui sauvera l'avenir ! Les ouvriers sociaux-démocrates ne se sont pas retrouvés en masse dans les 40% qui ont condamné la politique nucléaire de Schmidt. Ce sont eux, au contraire, qui ont apporté leur soutien au chancelier et le succès de certaines manifestations ne doit point faire oublier cette réalité.

Le développement de la crise économique, les salaires insuffisants, les mauvaises conditions de travail, arriveront-ils à faire comprendre aux ouvriers l'impuissance d'un syndicalisme intégré à l'Etat et au parti SPD, le bluff de la co-gestion et l'incapacité de la bureaucratie syndicale ? Peut-être les ouvriers se rendent-ils compte que les résultats obtenus depuis 15 mois sont décevants. La grève de la sidérurgie, terminée le 10 janvier 79, avait été suivie par 200 000 ouvriers pendant six semaines, avec pour objectif la semaine de 35 heures. Ce fut un échec, les patrons sauvèrent la semaine de 40 heures et la question des 35 heures fut renvoyée en 1983. Et les syndicats viennent de subir une nouvelle défaite à l'occasion des négociations salariales du début de 1980. L'IG-Metall et le syndicat (ÖTV) des services publics et transports - les deux syndicats les plus puissants de la DGB - demandaient des hausses tarifaires de salaires de l'ordre de 10%, avec un relèvement sensible des plus bas salaires. Tout s'est terminé par un « compromis » accordant entre 6 et 7%. Il est possible - hélas ! ce n'est pas certain - que ces défaites successives ouvrent les yeux à bon nombre d'ouvriers : ils ne feront pas aboutir leurs revendications, même les plus modestes, en soutenant Schmidt contre Strauss et en votant SPD contre CDU ; le vrai combat ne se livre pas autour des urnes, mais à l'usine, à condition de prendre appui sur des organisations ouvrières indépendantes du patronat, de l'Etat et des partis politiques.

Jean BARRUE

L'expérimentation animale en question

Il y a quelques mois, des camarades anarchistes traitaient dans un article du M.L., du problème de l'expérimentation animale. Pour ces camarades, la suppression totale et immédiate de toute expérience scientifique sur des animaux vivants, restait l'unique solution du problème. Tout en approuvant leur profond respect de la vie, j'apporterais cependant dans cet article certains éléments qui, je pense, vont à l'encontre de leur position finale.

Il est vrai que, chaque jour, des milliers d'animaux meurent dans les laboratoires au nom de la recherche scientifique ; il est vrai que ces expériences condamnent les animaux à la torture et à une mort assurée ; il est vrai que ces animaux auront à souffrir d'une détresse voire d'une angoisse qui conduira même certains d'entre eux au suicide. La prise de conscience de tels faits, surtout pour des hommes ne travaillant pas dans le domaine scientifique, entraînera inévitablement une réaction de révolte légitime envers les « tortionnaires ». Cependant, la condamnation globale ne peut se satisfaire de cette unique constatation ; il faut éclaircir les buts de telles expériences. Peut-être ne jugez-vous déjà comme un « criminel », mais laissez-moi donner quelques exemples :

- Tout d'abord, prenons l'exemple des maladies infectieuses, c'est un domaine dans lequel des milliers d'animaux ont servi de « cobayes ». Cependant, aujourd'hui, les maladies bactériennes n'entraînent plus d'épidémies, comme dans les siècles passés ; le traitement, si ce n'est la prévention, nous évite les séquelles voire la mort qu'entraînaient ces infections. Quel est le tuberculeux, pour donner un exemple, qui refusera son traitement sous prétexte que des milliers d'animaux sont morts des suites de l'inoculation, par l'homme, de ce bacille ? Certes, ces animaux sont morts, on ne les refera pas revivre, alors pourquoi refuser le traitement, me direz-vous ? Je vous répondrai alors que les malades atteints d'infections virales, sans qu'aucun traitement efficace ne puisse leur être apporté encore aujourd'hui, seraient peut-être heureux, eux aussi, de pouvoir guérir : c'est en partie pour cela que des milliers d'animaux sont condamnés pour la Science, encore en ce moment.
- Autre exemple, et celui-là plus frappant encore de par la conclusion qu'il apporte : cette liberté sexuelle, tant revendiquée et à si juste titre, n'est entravée aujourd'hui que par le Code pénal (disait Ferré) et les tabous que nous traînons derrière nous. Autrefois, une entrave supplémentaire, et de taille, s'ajoutait à ces deux-là, à savoir l'absence de contraception. Combien d'animaux ont été sacrifiés pour la connaissance des cycles hormonaux, de leur mécanisme et enfin pour leur utilisation à des fins contraceptives ?

On en arrive donc à la conclusion que l'expérimentation animale ne peut être abolie complètement qu'au prix d'une restriction de notre liberté ! On ne peut donc décrire toute expérimentation animale comme un acte fasciste, bien qu'elle entraîne inévitablement des « torture ».

Cependant, l'utilisation et la finalité de l'expérimentation animale ne sont pas toujours aussi bien définies et c'est alors que de telles méthodes deviennent des actes fascistes ; là aussi, les exemples ne manquent pas :

- Les expériences faites par les étudiants des facultés scientifiques qui ont, comme unique but, de prouver l'exactitude d'un cours d'amphi.
- Les expériences mises au service du profit : la concurrence entre les divers laboratoires pharmaceutiques aboutit à des massacres qui pourraient être considérablement réduits.
- Les expériences imbéciles : utilité d'une ceinture de sécurité... Aujourd'hui encore, on se pose des questions. Faut-il continuer le massacre ?
- Le sadisme de certains : chercheurs » qui jouissent de plaisir dès qu'une vie est entre leurs mains.
- Qui n'a pas entendu parler des chasses aux animaux, sauvages ou domestiques, qui seront ensuite revendus aux chercheurs ? Si votre chien ou votre chat se promène à ce moment-là, vous risquez de ne plus le revoir...
- Et surtout, les animaux utilisés et dressés pour la guerre : les expériences, en ce domaine, sont en train de s'accroître en ce moment.
- Et sans doute bien d'autres exemples encore...

Que nous reste-t-il donc ? Pour quelle solution doit-on opter ?

Continuer l'expérimentation animale, mais sur des animaux anesthésiés, décérébrés. Mais comment alors étudier, entre autres, le système nerveux, ce grand inconnu ? Bien sûr, là encore, soyons vigilants quant à la finalité de ces recherches, mais leur utilisation à des fins humaines et humanitaires est tout à fait respectable et à encourager.

Supprimer l'expérimentation animale et la remplacer par des expériences sur des cultures de tissus ? Beaucoup de problèmes se posent encore, mais ceci pourrait peut-être être utilisable pour l'étude des virus et du cancer, au moins en partie.

On voit que l'expérimentation animale ne peut être ni soutenue ni condamnée dans sa totalité. Elle reste un problème de conscience humaine et une solution qui s'offre à nous est d'en limiter l'étendue au strict nécessaire. Pour que les abus soient supprimés, il faudrait (comme dans bien d'autres problèmes) que la science ne soit pas réservée aux seuls scientifiques et à la solde du profit. Les anarchistes, quant à eux, ont leur mot à dire...

Liaison Poitiers

Ah ! les jeunes...

ne m'en parlez pas !

L'année 1979 a été consacrée « année internationale de l'enfance » par l'assemblée générale de l'organisation des Nations-Unies ; quelle grande famille ! La paix, la femme, l'enfant... vos gueules ! Arrêtez vos conneries, les gars !

On n'oubliera pas de fêter le vingtième anniversaire de la déclaration des droits de l'enfant. Nos législateurs internationaux, théoriciens du néant, ont cependant oublié deux articles : le droit de se taire ou de crever.

Du passage de l'enfance à l'adulte, il est toujours une « race » que nos sociologues réthoriciens dissèquent avec prudence : L'ADOLESCENCE.

Fragile, pertubée, pertubante, elle est la proie de toutes les intelligentsias qui ne manquent pas de lui attribuer quelque intérêt pour la richesse qu'elle représente : des objets d'analyse psychosociologique, les futurs travailleurs « à la recherche d'un premier emploi », les révélateurs de l'aliénation du pouvoir.

— Stop ! les jeunes du foyer sont à l'ordre du jour. La vache ! quel événement ! « Ils ont fait ceci... », « ils ont fait cela... », « ils ont volé..., ils ont cassé », « ils ont tout cassé... ils se sont battus... ».

Où va l'adolescence, ma pauvre ! Ils abritent dans le foyer deux, trois délinquants qui détruisent toute la vie du foyer (quelle vie !?, le ghetto parfait !). Il faut en finir avec eux !

Le grand mot est lâché : la DELINQUANCE.

Si l'action délinquante consiste au non-respect total ou partiel, ponctuel de la loi, ne faut-il pas s'en féliciter ? D'ailleurs pour toutes ces grandes gueules, intellectuels de gauche qui se prennent vraiment au sérieux (psychologue, animateur socio-éducatif, socio-culturel, éducateur de tous poils, etc.) et autres bouffons du milieu, il conviendrait qu'ils s'interrogent davantage sur le fonctionnement social - que toutes ces lois pourries engendrent et protègent dans toutes leurs dimensions : totalitarisme, aliénation, oppression, répression de la société - sur les mécanismes de notre société, quant à la place qu'elle donne aux jeunes, plutôt que de gérer et de cautionner les miettes concédées par le pouvoir capitaliste par l'existence d'institutions telles que les MJC, centres sociaux et autres, qui, si elles n'adoptent pas un caractère purement militant, sont vouées à une digestion rapide du pouvoir capitaliste.

Et les rapports filles-garçons, le foyer est bien loin de cerner le problème... Ce qui se passe avant l'heure d'ouverture du foyer, c'est leur affaire ou plutôt l'affaire de la société, nous dit-on ! D'ailleurs ce problème ne relève pas de l'activité du foyer, mais d'une totale remise en cause de la société... Mais alors, à quoi sert ce foyer ?

Personne ne s'étonne de la quasi-absence des filles au sein du foyer, comme de l'attitude bestiale de ces beaux mâles qui le fréquentent.

Que peut-il y avoir de constructif pour les jeunes, si le problème des rapports filles-garçons n'est pas l'objet d'un vaste débat quotidien comme d'une tentative de pratique commune, unanime, à l'intérieur du foyer. Les protagonistes créateurs du foyer ne se seraient-ils pas posés le problème des jeunes dans toute sa dimension ?

D'ailleurs, lorsqu'on évoque la question des rapports filles-garçons, on parle généralement du « problème de relations », alors qu'en réalité, il s'agit plutôt de l'absence de relations ou de relations mal vécues ! De plus, le problème n'est pas de dire il faut, il ne faut pas, que les jeunes aient entre eux des relations (affectives, physiques...). Il ne faut pas tenter de résoudre cette question en fonction de critères moraux (bien, mal) ou en fonction de nos propres choix de vie qui sont, en réalité, imposés par le mode technologique du moment.

L'évidence est que l'acte sexuel vécu dans la tête du garçon lui apparaît comme un interdit qu'il lui faut dépasser par tous les moyens : affirmation de leur virilité, possession de l'autre, expressions multiples d'agressivité, et finalement mépris des « filles conquises »... Le pouvoir de la quéquette est malheureusement une réalité ! Les filles demeurent piégées dans le rôle social donné aux femmes dans notre société, rôle passif, objet de désir...

La peur d'être mère-célibataire, la mauvaise information diffusée aux jeunes sur la contraception, etc., dont que le seul recours des filles passe souvent par le ghetto de la bande des filles, seule protection face aux agressions continuelles des garçons (de l'injure à l'éclat de rire), comme les poules, les coqs les guettent et leurs propriétaires (les parents) les enferment à l'heure de la becquée. Ces manifestations relèvent d'une profonde aliénation et oppression de l'individu.

Revendiquer l'existence d'un foyer de jeunes passe par la nécessaire remise en cause des rôles sociaux que les jeunes jouent malgré eux, le tout dans un contexte anti-autoritaire.

Eduquer, ce n'est pas interdire, mais permettre aux jeunes de s'assumer et d'assurer pleinement ce qu'ils désirent vivre. Ignorer ou feindre d'ignorer les questions des jeunes est une attitude néfaste. Un foyer, ce n'est pas seulement un lieu, avec un bar, une sono, une table de ping-pong, un jeu de cartes, etc., mais également un support d'information le plus large possible afin d'occasionner un débat sans gêne, honte, allusions, pour permettre le déblocage des idées reçues.

Lorsque les occasions se présentent, nous devons ne pas craindre que des conflits éclatent. Un foyer, c'est avant tout un instrument éducatif d'intervention contre toute manifestation d'oppression de l'individu. Le saviez-vous ?

Ne demeurons pas au seul niveau du discours pédagogique institutionnel, mais donnons corps à ces discours par l'affectivité, par la compréhension, enfin par la mise en œuvre de moyens qui permettent réellement aux jeunes d'acquérir leur autonomie d'individus pensants, face à une vie qui se dessine difficile.

GERARD J.M. (groupe écologique d'Epinay-sur-Seine) sympathisant libertaire

Quand les patrons engraissent les travailleurs trinquent

Dans la Somme, alors que les patrons engraissent, les travailleurs sont appelés à trinquer !

En ce début d'année, les capitalos affichaient, pour la plupart, un large sourire : malgré l'épouvantail de la crise agité à longueur de journées, l'activité industrielle a généralement marqué une reprise très nette qui a même parfois surpris par son ampleur !

Ainsi donc les plans-Barre successifs commencent à porter leurs fruits, même si ces derniers ne vont profiter qu'à la minorité de requins qui nous exploitent. Cependant, nos chefs d'entreprise picards sont encore un peu inquiets, car ils vont maintenant devoir faire face à l'augmentation des coûts de production de toutes natures, qui ne proviennent évidemment pas d'une augmentation de la masse salariale, mais de l'augmentation galopante du prix des matières premières. Obligés d'augmenter le prix de leurs productions, leur capacité concurrentielle va s'en ressentir, sur les marchés extérieurs notamment, où l'ensemble des pays industrialisés se livre à une guerre économique féroce.

A moins que les entreprises n'améliorent leur productivité. Et pour cela, il n'existe qu'une seule solution : s'en prendre toujours plus aux travailleurs qui sont les dindons éternels de la farce. L'action des syndicats, incapables d'une réaction globale et freinent sans cesse toute tentative d'explosion populaire (n'oublions pas que la Somme est un fief communiste), n'en rend que plus facile la tâche des sbires de Ceyrac.

Ainsi, si le mois de janvier enregistre généralement les demandes des travailleurs saisonniers libérés par les sucreries, la dégradation de la situation de l'emploi reste toujours très importante, la Somme étant en passe de dépasser les dix-sept mille chômeurs. En proportion les licenciements sont, certes, moins nombreux, mais les patrons jugent que leurs effectifs sont encore trop élevés, en particulier ceux des grandes entreprises qui maintiennent des mesures d'incitation en faveur des départs anticipés. En même temps, les impératifs de la production s'opposent à tout accroissement de personnel qui s'exposerait à être sous-employé. Au lieu d'embaucher, on recourt donc à l'allongement des horaires et à l'utilisation intensive des intérimaires qui font la fortune des négriers modernes ! Ce qui explique qu'on ne recensait qu'une offre pour vingt-six demandes.

Dans ces conditions, la détérioration de l'emploi ne peut que se dégrader dans les prochains mois, d'une part par l'arrivée d'une nouvelle génération de lycéens sur le marché, qui, pour la plupart, iront pointer à l'ANPE la plus proche, et d'autre part par des licenciements dans la construction automobile (et dérivés) où on note un certain tassement et dans l'industrie chimique qui connaît certaines difficultés.

Dans notre région, les frangins Willot sont les exemples-types de cette brutale politique de restructuration. Après des licenciements massifs, ils s'orientent maintenant vers des licenciements moins voyants : nombreuses mutations pour écœurer les salariés, transfert du matériel d'une usine à une autre, déménagement des services techniques et commerciaux. Leur but est tout à fait clair et conforme aux objectifs de Barre : éliminer les secteurs pas assez rentables (les fameux « canards boiteux ») et regrouper leurs activités dans des secteurs permettant des profits plus élevés (immobilier, chaînes de commerce...). Quant aux entreprises textiles qui ne seront pas sacrifiées, les Willot sont bien décidés à en tirer le maximum. Ainsi, à Amiens, la direction de Cosserat qui appartient aux Willot, a demandé l'autorisation de mettre en place deux équipes de 15-20 personnes chacune durant le week-end, comme au bon vieux temps du 19e siècle.

La direction départementale du Travail a bien sûr accepté et les syndicats ont intenté un recours auprès du ministère du Travail ; alors que la méthode de l'action directe aurait consisté tout simplement à refuser de venir travailler ces jours-là. Il est vrai que les Willot y allèrent une nouvelle fois de leur chantage à l'emploi, menaçant de ne maintenir que cinquante personnes au groupe tissage, si on ne voulait pas se plier à leur exigence !

Pendant ce temps, les revendications, les sabotages involontaires ou non sont en passe de devenir un luxe !

Quelques exemples glanés au cours du premier trimestre :

Dans la journée du 9 février, la direction de Maillard (fabrication de pièces pour cycles à Abbeville) faisait procéder, à la sauvette, au déménagement de huit machines vers le siège d'Incheville (Seine-Maritime). Elle avait tout simplement pris prétexte du danger que constituaient pour la production les revendications sur la défense du pouvoir d'achat déposées par les syndicats. Il faut dire que les ouvriers de chez Maillard étaient déjà royalement payés : un tout petit peu plus de 2 000 F pour un salarié ayant plusieurs années de boîte ! Le 11, le personnel se mettait en grève pour réclamer le retour des machines et un piquet de grève était organisé pour empêcher tout nouveau déménagement. Quelques jours après avait lieu une manifestation, mais à peine sortis de l'usine, les travailleurs se heurtaient aux flics. Le 19, nouvelle manifestation, cette fois sans incident. Le 21, c'était un huissier qui venait leur rendre visite, une visite qui n'avait rien d'amical, puisqu'il annonçait que le tribunal de Grande Instance d'Abbeville ordonnait leur évacuation. Les grévistes ont refusé d'évacuer l'entrée, mais le lendemain, la CGT les convoquait à une assemblée générale... pour leur demander de libérer l'entrée et de reprendre le travail ! La direction s'était en effet engagée à négocier si les piquets étaient levés : en fait, elle proposait une augmentation de 3%, quant au treizième mois, on verrait après.

Passons maintenant dans une clinique privée : celle de Ste-Thérèse à Amiens, où l'histoire de Claudette, employée, est édifiante. Elle devait effectuer un tirage sur Gestettner, mais des tâches d'encre à peine visibles apparaissaient sur quelques-uns de ses tirages. Peu après, elle était licenciée pour faute professionnelle. C'est également dans cette clinique-bagne qu'une femme de ménage se fait tout juste 2 200 F par mois, après dix ans d'ancienneté et un nombre d'heures de travail entre 9 et 13 heures. C'est également dans cette clinique que de nombreuses femmes se sont plaintes des mauvaises conditions de soins qui y existent.

Pour rester dans la charcuterie, passons à La Française, entreprise amiénoise, où on fait du jambon. Là encore, on se croirait dans un roman de Zola : conditions de travail épouvantables, notamment au service désossage où huit personnes doivent traiter plus de 150 tonnes de jambon chaque mois et ce dans une température ne dépassant pas souvent 5°. Un jour, un employé fait une fausse manœuvre et endommage quelques jambons. Face à ce sabotage inqualifiable, la direction réagit vigoureusement et... décide d'amputer la prime de production de février de 30% à l'ensemble du service ! L'auteur de la fausse manœuvre aura beau se faire connaître par la suite, la direction maintiendra sa sanction collective. En riposte, les ouvriers de l'entreprise se mettent en grève, enfin... pas tous, puisqu'aux huit du secteur désossage viendront s'ajouter seulement deux autres travailleurs de l'entreprise. D'autres employés joueront carrément les jaunes en allant désosser les jambons à la place des grévistes, et qui plus est, en venant faire ça le samedi en heures supplémentaires ! Finalement les grévistes reprendront le travail, laissant à la CFDT le soin de négocier.

En guise de conclusion

Les exemples, on pourrait les multiplier, mais cela deviendrait vite fastidieux. Le constat sera toujours le même : les exploiteurs deviennent de plus en plus voraces et les exploités de plus en plus exploités. Logique infernale d'un capitalisme aux abois, obligé pour sa survie de secréter des mesures de plus en plus autoritaires et de sacrifier certaines branches de son activité : le textile dans la Somme, la sidérurgie dans le Nord... Il crée du même coup une véritable psychose du chômage qui effraie même les travailleurs des secteurs encore sains, ce qui permet ainsi tous les coups bas. Et cela quasiment sans risques : n'y a-t-il pas à la fin du mois les traites de la voitures, de la télé et de la salle à manger à payer !

Nous l'avons maintes fois répété et nous continuerons à le faire, seul un changement total de la société où le salariat sera définitivement aboli et où l'individu retrouvera enfin sa pleine identité, nous permettra de retrouver notre liberté.

Groupe d'Amiens

informations internationales

autriche

DANS LE PARTI LIBERAL — Le M.L. a déjà signalé la crise qui s'était ouverte dans le parti libéral (FPÖ). Le congrès qui vient de se tenir à Linz, devait désigner le nouveau président fédéral du parti. Deux candidats étaient en présence : Steger (de Vienne) représentant l'aile gauche et Ofner représentant l'aile droite nationale-libérale. Steger l'a emporté par 247 voix contre 199 à Ofner. Ainsi ce vote consacre la division morale du parti libéral en deux fractions d'importance à peu près égale. On ne peut pas dire que ce congrès a apporté de la clarté, ni fortifié l'unité du parti. De son côté, l'autre parti d'opposition, le parti chrétien-démocrate ÖVP vient de tenir son congrès à Salzbourg : il s'est occupé d'une réforme des statuts plutôt que de la situation politique. Autant dire que le chancelier social-démocrate Kreisky peut dormir sur ses deux oreilles : il n'a rien à redouter des partis d'opposition !

allemagne

LA HESSE, CHAMPION DE L'ENERGIE NUCLEAIRE — On sait qu'en Basse-Saxe, à Gorleben, on avait projeté de créer une « poubelle » nucléaire et une usine de retraitement des déchets nucléaires. Contre ces implantations, d'importantes manifestations - pacifiques ou violentes - avaient eu finalement gain de cause. Le premier ministre CDU de Hesse, Albrecht, avait renoncé à ces projets qui « pour des raisons politiques ne pouvaient être actuellement réalisés ». Bien que bénéficiant d'une majorité absolue, Albrecht voulait éviter un conflit avec le SPD et le FDP qui, en Basse-Saxe, étaient opposés aux centrales nucléaires. La situation est bien différente en Hesse, où la coalition SPD-FDP a la majorité au Landtag du Wiesbaden. Le premier ministre Börner (SPD) et le ministre de l'économie Karry (FDP) sont des partisans résolus des centrales nucléaires, Börner ayant cependant attendu les résultats du congrès national social-démocrate pour se lancer à fond « dans le nucléaire ». En dépit des protestations des jeunes socialistes et des jeunes libéraux, la Hesse est prête à prendre le relais de la Basse-Saxe et d'ici le 1e mai le choix des emplacements favorables pour les déchets nucléaires et l'usine de retraitement sera fait. Börner a insisté auprès de la population sur deux points : nécessité de nouvelles sources d'énergie et création de nouveaux emplois. Il a bénéficié du soutien efficace des syndicats de la DGB : dans son numéro 3-80, le journal *Einheit* de la Fédération des mines et de l'énergie estimait qu'on avait déjà perdu trop de temps ! Et un sondage d'opinion vient de donner, en janvier 80, des résultats qui comblent d'aise Börner, Karry et... les syndicats, En Hesse, 62% des interrogés sont favorables à l'implantation de centrales nucléaires, 24% sont contre. Börner triomphe : la Hesse devient le premier Land de la RFA pour l'énergie nucléaire, le Land « champion » avec la centrale de Biblis et les usines de Hanau, auxquelles vont s'ajouter les implantations refusées par Gorleben.

DANS LES UNIVERSITES — Durant le semestre d'hiver ont eu lieu les élections des représentants des étudiants dans les universités de Basse-Saxe et de Rhénanie-Westphalie. Comme en France, la participation a été très faible : 31%, soit cent-dix mille étudiants. Les communistes et autres groupes marxistes ont obtenu 20% des suffrages, les chrétiens-démocrates 22%. Pour la première fois des « Verts » se présentaient à ces élections et ils ont obtenu de 6 à 10% à Bonn, Munster et Paderborn. Les « verts » conserveront-ils leur indépendance ou bien feront-ils cause commune avec les « Rouges » ?

PUBLICATIONS ANARCHISTES — A Berlin-Ouest, le forum libertaire continue ses activités. Chaque semaine réunions des groupes d'étude sur les sujets : Etat et liberté, anarchisme et syndicalisme, et des groupes de femmes et de défense des prisonniers. Le forum édite une revue mensuelle *Lucifer*, le numéro 3 (janvier 80) est consacré aux rapports entre anarchisme et écologie et contient des textes de Murray Bookchin.
A Aix-la-Chapelle, des camarades libertaires ont édité une brochure de 76 pages sous le titre général : *Dressage et Ordre ou Amour et Liberté*. C'est un véritable programme de société libertaire donnant un sens à la trilogie « Liberté, Egalité, Fraternité ». Sur la plupart des points étudiés, cette brochure arrive à des conclusions qui sont les nôtres. Peut-être pourrait-on faire des réserves sur le chapitre qui traite de l'armée et des moyens de lutte contre un envahisseur, mais dans l'ensemble, cette brochure présente un panorama des solutions libertaires et ne se borne pas à la critique - toujours recommencée ! - de la société existante.

italie

NON-VIOLENCE — Une rencontre des anarchistes non-violents et pacifistes aura lieu début avril à Florence, au siège du Mouvement Anarchiste Florentin, Vicolo del Panico, 2, près du palace de Parte Guelfa. Au programme : le 4 avril, réunion pour l'organisation des travaux ; 5 et 6 avril, travaux (pendant ces travaux, Julian Beck et le Living-Theater présenteront leur projet de mouvement anarcho-pacifiste) ; 7 avril, éventuelle prolongation des travaux. On peut apporter son sac de couchage.

COMMUNIQUE — On nous prie de transcrire le communiqué suivant :
« En raison de la suspension de la publication de la revue internationale en quatre langues *Interrogations*, nous mettons gratuitement à la disposition de tous, les numéros 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, et quelques exemplaires des numéros 5 et 8 (prévoir les frais d'envoi). Les éventuelles contributions serviront d'une part à couvrir le déficit de la revue et une partie sera versée d'autre part aux victimes politiques. Envoyer les demandes à : Imperato Tobia, vicolo Tiziano n°9 - 10024 Moncalieri (Torino) - Italie ».

hollande

AMSTERDAM : QUELQUES PRECISIONS SUR LES BATAILLES DE RUES — Comme on a pu le lire dans le précédent M.L., l'occupation des bâtiments du Grote Keyser par les Kraakers avait été accompagnée de la construction de barricades isolant tout un quartier. Forts de la sympathie agissante de la population, les Kraakers engageront des négociations avec Polak, le maire social-démocrate d'Amsterdam. Le dimanche 2 au soir, les Kraakers pouvaient fêter une victoire totale. La commune d'Amsterdam s'engageait à laisser les occupants dans l'immeuble jusqu'à ce que la municipalité ait décidé de la destination définitive des bâtiments. Elle promettait de faire du Grote Keyser un asile pour les travailleurs étrangers jusqu'ici logés de façon misérable. La jeune femme, Kanda M., arrêtée le 23 février devait être libérée, car il était établi que son arrestation était arbitraire. Les Kraakers étaient prêts à rétablir la circulation le 30 mars et demandaient que la garde mobile soit retirée. On aurait pu croire que les affrontements Kraakers-police étaient terminés, la municipalité ayant accepté les demandes des occupants. Mais le gouvernement ne pouvait accepter sans réagir une victoire des éléments « subversifs », des Kraakers et autres « anarchistes ». Il se trouvait au même moment en présence d'une vague de grèves des services publics et il était décidé à montrer sa force, ce qu'il fit avec l'assentiment du maire Polak. Sans plus attendre, le lundi 3 mars dès 6 heures du matin, 1 100 flics et militaires appuyèrent l'offensive des tanks « Léopard » de la brigade mobile et cette horde entreprit la destruction des barricades... que les Kraakers étaient prêts à supprimer. La réaction de la population fut immédiate. Dans les quartiers populaires et au centre de la ville, éclatèrent de véritables émeutes : violents affrontements avec la brigade mobile, occupation d'une église et nombreux blessés (dont 40 policiers). Le 3 au soir, il y eut une manifestation qui groupa dix mille personnes et qui se déroula sans trop d'incidents, à l'exception d'une auto mise hors d'usage pour avoir voulu passer au milieu des manifestants.

Les bagarres des 1,2 et 3 mars sont certainement les plus violentes depuis l'époque des « Provos ». L'intervention injustifiée des tanks « Léopard » et de la brigade anti-terroriste ne tombera pas dans l'oubli et est ressentie par toute la population déjà durement frappée par les mesures d'austérité.
Signalons enfin qu'à Groningen, la mairie fut temporairement occupée par des jeunes et qu'à La Haye, un grand bâtiment a été pris en charge par des Kraakers pour y établir une maison de la jeunesse.

CHRONIQUE DE BELGIQUE

Ainsi donc, le tribunal présidé par Mme Schmidt a rendu son verdict : deux ans pour Michel Cheval avec sursis pour ce qui dépasse la préventive, un an ferme pour Marc De Laever qui est en fuite, dix mois pour Jacques Roland et huit mois pour Françoise Villers, chaque fois avec sursis pour ce qui dépasse la préventive. Michel Graindorge, Odette Haas et Isabelle De Andrès sont acquittés.

Fidèle à son rôle et probablement vexé, le procureur M. Jaspar n'a pas manqué de faire appel (contre Cheval, Graindorge et Villers). C'est de bonne guerre. Cela donne du travail à une quinzaine de policiers sous la conduite du commissaire Reyniers. En ces temps où le chômage sévit, c'est appréciable. Sans doute le Parquet espère-t-il d'ici là découvrir les preuves qui enverront toute la bande au gnouf pour quelques mois (années ?) de plus. Pendant l'appel, l'enquête continue.

On sait déjà que la Cour d'appel ouvrira ses portes le 13 mai. C'est donc à une course contre la montre que se livre l'équipe du commissaire Reyniers. Arrivera-t-elle à temps ? Suspense ! Ce qu'on sait aussi, c'est que la Cour d'appel sera présidée par le juge Turlinden, à moins que ce ne soit Ruttiens. De toute façon, ce sera ce qu'on a de plus réac dans la boutique. L'affaire est donc loin d'être entendue et on ne peut pas parler d'un appel « pour le principe » ou d'un « baroud d'honneur » du Parquet. Non, la flicaille et M. Jaspar qui parle pour elle, sont convaincus que Michel Graindorge est dans le coup et que Michel Cheval et Françoise Villers méritent davantage. Dans leur esprit, parce qu'ils ont aidé François Besse à s'évader et pas seulement à se cacher. Rappelons-le, on peut toujours leur mettre une transmission d'arme sur le dos. Une arme qui a servi à prendre un juge en otage ! Ça peut coûter cher, très cher.

De plus, Besse et Vandeputte courent toujours. Vandeputte a même pu fêter librement le premier anniversaire de son évasion. C'est le genre de chose qui ne plaît pas aux flics. Ils ont l'air de quoi ? De ce qu'ils sont sans doute, mais ce n'est pas facile à reconnaître.

Si on élève le débat, on dira avec M. Jaspar que l'Etat doit se défendre contre ceux qui veulent le détruire, Faut croire que Mme Schmidt ne le défend pas assez. Serait-elle complice (objectivement, bien sûr, comme on dit à Prague) ou simplement naïve ? Faut croire que les milices fascistes du VMO et le Front de la Jeunesse le défendent bien, puisqu'ils échappent si facilement à la répression. Une mention également pour les agents de la BSR qui fichent la moralité des militant(e)s de gauche. Voilà M. Jaspar en bonne compagnie !
Ce qu'il n'est pas près de reconnaître notre cher procureur, c'est que tant que cet Etat existera, il créera ses « déviants » qu'il enverra dans ses prisons. Que ses prisonniers tenteront toujours de s'évader et qu'il s'en trouvera toujours pour les aider, pour les cacher. Mais cela, évidemment, n'entre pas dans la logique de ce brillant défenseur de l'Etat.

Dans un autre domaine, le groupe de rock français *Trust* passera à l'auditoire Janson de l'ULB, le jeudi 15 mai, jour de l'Ascension. De quoi s'envoyer en l'air ! Organisation « Living Campus », services Etudiants ULB, « Do it ».

Jean-Marie NEYTS

Publications reçues

FREEDOM - *numéro du 1e mars 1980. Au sommaire : Iran, la C.N.T., et un dossier dont le thème est « Travailler ici et maintenant ».*
En vente à Publico : 3 F.

LE LIBERTAIRE — *Publication mensuelle japonaise, consacrée elle aussi, en grande partie, au congrès de la C.N.T. espagnole.*

SOLIDARIDAD OBRERA *n° 26 - Organe de la région catalane de la C.N.T.. Au sommaire : échos des luttes d'entreprises, réflexions sur la dissidence, et une double page centrale consacrée aux archives de la C.N.T. et de la F.A.I., toujours retenues à Amsterdam.*
En vente à Publico : 3 F.

Rivista Anarchica *de mars 1980 - Revue mensuelle italienne. Au sommaire : le marxisme comme idéologie bourgeoise, la C.N.T. - quel rôle ?, autogestion et coopération, et un dossier Brésil, etc.*
En vente à Publico : 5 F.

EL AMIGO DEL PUEBLO *n° 2 - Organe mensuel de la C.N.T. de Alcala de Guadaira (province de Séville).*

A BATALHA *n° 59 - Mensuel anarcho-syndicaliste portugais. Au sommaire : les femmes au Portugal, Afghanistan, Etats-Unis : CIA et FBI, etc.*
En vente à Publico : 3 F.

TIERRA Y LIBERTAD *n° 418 - Publication mensuelle éditée au Mexique par des camarades espagnols exilés, et qui paraît depuis de très nombreuses années.*

INDUSTRIAL WORKER *n° 77 - Publication syndicaliste révolutionnaire des Etats-Unis.*

Notes de Lecture

Protestations devant les libertaires...

par un « incontrôlé » de la Colonne de Fer

Ed. Champ Libre

Pathétique, impressionnant de colère rentrée, désabusé, lucide, on ne sait trop quel qualificatif employer pour rendre compte de ce petit texte que le quotidien anarchiste de Valence, **Nosotros**, *avait déjà publié en 1937. L'auteur, membre lui-même de la célèbre Colonne de Fer, celle de Buenaventura Durruti, hurle littéralement son indignation devant la dégénérescence de la révolution en général et la militarisation de la Colonne de Fer en particulier. Mieux que n'importe quel ouvrage théorique, il témoigne de la déception, de l'amertume voire même de la rage qui a dû s'emparer de tous ceux qui « y avaient cru » quand ils ont commencé à voir redescendre lentement la vague révolutionnaire du 19 juillet. C'est avec ses tripes et son cœur que cet ancien bagnard de San Miguel de Los Reyes, libéré par la révolution, nous interpelle. Il nous raconte le bagne, sa libération, son ralliement immédiat à la Colonne de fer ; il nous raconie l'espoir, et puis aussi, hélas, le désenchantement.* « Les militaristes, tous les militaristes - il y en a de furieux parmi nous - nous ont cernés. Hier nous étions maîtres de tout, aujourd'hui, c'est eux qui le sont ». *Pour lui, en effet, la militarisation de la Colonne de Fer, c'est-à-dire son insertion dans le cadre traditionnel de l'armée « populaire » de la République, le rétablissement de la hiérarchie, des grades et de la discipline militaire, représentent un pas en arrière dans le processus révolutionnaire et, à court terme, annoncent la fin prochaine de la révolution. Toutes choses inacceptables pour les combattants de la Colonne de Fer, qui, s'ils faisaient la guerre, faisaient aussi et surtout la révolution. C'est ainsi que pour eux la seule discipline tolérable ne pouvait qu'être librement consentie ; les responsables de la Colonne de Fer ne pouvaient être élus que par eux, manger, boire, dormir, vivre et mourir comme eux... en camarades. Hors de cette voie, point de salut, car disait Nestor Makhno :* « La différence qui existe entre un militaire qui commande et un révolutionnaire qui dirige, réside en ce que le militaire s'impose par la force, alors que le révolutionnaire ne possède pas d'autre autorité que celle qui dérive de sa conduite ».

Bref, pour tous ces guérilleros dont l'efficacité militaire n'était plus à démontrer, la militarisation de la Colonne était lourde de signification et de sous-entendus. On conçoit donc aisément qu'ils aient pu éprouver du ressentiment à l'encontre des « instances dirigeantes » de la CNT-FAI qui, par leur participation au gouvernement de la République, cautionnaient cette restauration d'un ordre, un instant, aboli. De là à dire, comme certains ne manqueront pas de le faire, que la CNT-FAI fut le fossoyeur de la révolution, il y a cependant un pas que seuls les imbéciles et les malveillants peuvent se permettre de franchir. Rappelons, pour mémoire, que la théorie et la pratique libertaires de la Colonne de Fer et des autres colonnes anarchistes qui partirent se battre au front dès les premières heures de la révolution, c'était également la CNT-FAI qui en était « l'âme ». Idem pour le fantastique mouvement des collectivités et toute l'œuvre constructive de la révolution. Aussi, que l'on considère que la participation au gouvernement et l'acceptation de la restauration d'une armée traditionnelle aient été des attitudes intolérables, soit ; mais de grâce, que l'on ne confonde pas les effets et les causes.

La militarisation des colonnes étaient inscrites dans l'existence même d'un comité central des milices. Il faut voir les choses en face ; dès lors que l'on accepte de laisser la bourgeoisie et le fascisme rouge refaire surface, que l'on choisit la collaboration avec eux et qu'au bout du compte, on subordonne la révolution à la guerre, on met le doigt dans un engrenage inéxorable qui conduit à tous les coups à la défaite de la révolution. C'est ainsi, et s'amuser à refaire l'histoire ou se laisser aller à déverser de la bile sur les organisations anarchistes sans l'existence desquelles rien de ce qui a eu lieu, n'aurait pu avoir lieu, ne présente que peu d'intérêt. Ce qu'il faut, au contraire, c'est tirer les leçons de l'histoire et pour ce faire, s'efforcer d'analyser et de comprendre la logique interne des processus révolutionnaires et contre-révolutionnaires. A cet effet, on pourra méditer avec profit la réflexion pertinente - une fois n'est pas coutume - d'un certain grand timonier : « La révolution, c'est comme les bicyclettes : quand ça s'arrête, ça tombe ».

Oui, que jamais plus la révolution ne s'arrête, que jamais plus on ait l'occasion de lire des témoignages comme celui de ce camarade de la Colonne de Fer !

Jean-Marc RAYNAUD

A propos de la Colonne de Fer, on peut lire également : « La révolution espagnole » par Burnett Bolloten, éd. Ruedo Ibérico, et surtout : « Durruti, le peuple en armes » par Abel Paz, éd. La Tête de Feuilles, ce dernier titre est épuisé.

Prix spéciaux pour les lecteurs sur présentation du *M.L.*

Au Lucernaire, rue Notre-Dame-des-Champs, spectacle d'Alain AURENCHE à 21 h jusqu'au 29 avril. 23 F au lieu de 33 F.

A la Gaité-Montparnasse, pour le nouveau spectacle de FONT et VAL jusqu'au 3 mai à 20 h 30. 30 F au lieu de 40 F.

Spécial copinage

Péroni et Roustan seront les 30 et 31 mars et 1e avril à Alençon avec *Couple-moi l'souffle*. **Non contents d'insulter tous les jours les militaires et les politiciens, les voilà qui se moquent de la religion en jouant le jour des Rameaux. Décidement ils sont irrécupérables.**

J.J. JULIEN

Le n° 28 de la revue
du groupe Louise Michel
LA RUE
vient de paraître
Au sommaire :
Daniel Guérin : Les porteurs de valise,
Floréal Melgar : La longue marche de la C.N.T.,
Maurice Joyeux : L'affaire Fontenis,
Roland Bosdeveix : L'alibi pétrolier,
Pierre : L'évolution du mouvement révolutionnaire,
Laurent : le polar est dans la rue,
et avec une interwiev de Léo MALET réalisée par Françoise Travelet.
En vente à Publico : 18
et également au local du groupe Louise Michel

Le groupe E. Varlin a édité un recueil de textes de Malatesta (presque tous inédits en France) *La pensée de Malatesta* (70 p.). En vente à Publico : 12 F

Le groupe de Massy-Palaiseau vient d'éditer
La chair à canon et autres textes
de Manuel Devaldes
En vente à Publico 20 F

* *

Couton et Fisher

Couton et *Fisher* : deux grands cinglés du music-hall.

Un brun moustachu qui gratouille le banjo, la guitare et l'auto-harp, et un moustachu blond qui tâte de la mandoline avec la dégaine emmerdée d'un docker aux prises avec la porcelaine chinoise. Le docker s'en tire quand même moins bien que lui.

Quand on fait ses premiers pas sur une péniche nantaise, les cajuns et les crooners américains n'ont plus de secret pour vous. Au fond, le Mississipi et l'Erdre... ! Mais quand, à présent, on cuisine avec le blues et le rag, qu'on agrémente la sauce avec un zeste de valse à en faire trembler Vienne, et qu'on interprète un rock-baston sur un accordéon à pistons... ça devient réellement du délire en sol septième explosé. Ce sont dix mille cordes branchées sur leurs tripes en prise directe qui vous réveillent gentiment de votre léthargie, ce sont leurs deux voix complémentaires qui vous font dire que le folk n'a peut-être pas encore dit son dernier mot, c'est leur présentation du spectacle avec une phraséologie volontairement décadente qui fait sourire... et c'est le tout qui vaut vraiment le coup d'oreille.

C. GARCERA

Les compagnons d'Eleusis

une troupe théâtrale spinalienne à encourager

Le 8 mars est la journée internationale de lutte pour l'émancipation féminime. Aussi nulle pièce n'aurait pu mieux convenir, en cette première quinzaine de mars, que celle jouée au théâtre municipal d'Epinal : *La Maison de Bernarda Alba* de Garcia Lorca.

Les compagnes d'Eleusis tenaient les dix rôles, tous féminins, tandis que les compagnons vaquaient à la bonne organisation matérielle. L'éternel soleil d'Andalousie empêche de dater ce drame écrit en 1936, où sont évoqués les tourments secrets des familles méditerranéennes. Neuf femmes, de noir vêtues, s'activent sous le même toit et sous la même autorité matriarcale. Ces neuf femmes sans homme en oublient jusqu'aux liens du sang.

Dans les Vosges, les mères sont plutôt abandonnistes qu'autoritaires. Par contre, combien de structures et d'organismes le sont de façon plus abusive, grossière et arbitraire, ailleurs que dans la famille !

PAZ

JACQUES HIGELIN

un cri d'amour rebelle !

Jacques Higelin est un chanteur à part, une sorte de loup solitaire, ivre d'amour, de folie, de révolte, qui hurle au bout de son refus, comme un fils de la rue, avec ses tripes, son cœur, son corps. Il possède une rage en lui, celle de vivre sans se prendre au sérieux. Sa parole semble un lent naufrage qui se parfume au rock, aux alcools, à la déglingue. C'est un homme libre qui tremble vers le spleen, il doit aimer le silence ténébreux de la mer. Enfant d'une époque angoissante, il n'a pas de message à délivrer, juste un intense besoin de communication : *« Les gens épouvantés / fuient le mal qui est en eux / et quand vous en croisez un / dans le désert / il trouve encore moyen / de détourner les yeux / car son frère lui fait peur / il a honte de son frère / alors il se précipite en pleurant / dans les bras du premier / colonel-papa venu / qui lui promet la guerre / qui lui jure torture et prison / pour celui qui a fait à son rejeton / l'affront / d'un regard d'amour ».*

Lorsqu'il monte sur une scène, Higelin se donne totalement. Et c'est bon, car il ne triche jamais avec lui-même. Il a soif de liberté. Avec humour, tendresse, colère, au fond de sa détresse, il se moque de ces cons d'humains, de nous tous. Il est aussi son propre clown. Dans le bar brumeux de ses rêves, parmi le temps qui passe, entre fumées et verres, Jacques chante fort son insoumission, sa haute solitude, son désespoir, sa peur du noir, avec la gueule blafarde d'un écorché vif, les yeux cernés de rimes, comme un poète maudit, le visage fatigué par tant et tant de dérives nocturnes. Comme l'écrit un journaliste de *Libération* : *« Higelin, c'est avant tout, un échange de moments forts, parfois de sentiments, toujours différents, parfois loupé... mais avec l'impression de quelqu'un donnant une partie de son univers ».*

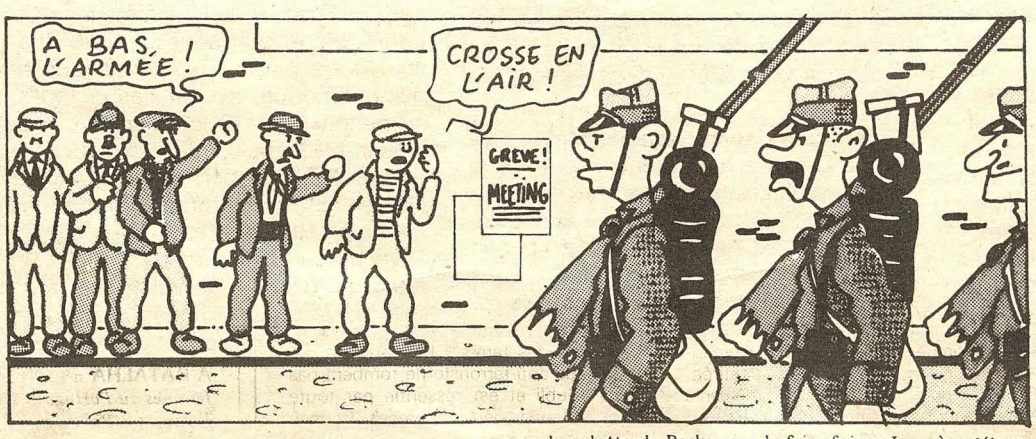
L'univers rebelle, d'un fou qui chante pour se donner le courage de vivre, contre tous les carcans, contre les charognards de l'ordre, contre les dangereux maîtres de la planète, et qui nous invite à une grande fête libératrice : *« J'ai vu / un jour / cent mille enfants / serrer dans leur poing l'étendard / de l'amour / révolté / et chanter / la naissance d'un peuple / qui part à la conquête de son esprit / de vie ».*

Arthur PELUCRE

Les aventures épatantes et véridiques de

Benoît Broutchoux

par Phil et Callens



Le P.O.F. était rudement bien implanté dans le Nord, à Lille et Roubaix, et guignait d'un œil concupiscent le Pas-de-Calais ousque sévissaient les socialos réformisses du style Basly. Les guesdistes faisaient donc tout leur possible pour fiche des bâtons dans les pattes du syndicat des mineurs que Basly contrôlait. Voilà où en était la situation à l'automne 1902. C'est alors qu'une grève, visant à obtenir la journée de huit plombes, éclata dans le bassin minier, malgré toutes les tentatives de ce rien-dans-la-culotte de Basly pour la faire foirer. La grève débuta le 9 octobre, et en 10 jours, toucha soixante-dix-sept compagnies. Cent mille mineurs lachèrent le turbin. Benoît Broutchoux, on s'en doute, ne resta pas planté comme un poireau, les deux pognes dans les poches.

à suivre

Bande dessinée tirée de
Les aventures épatantes et véridiques de Benoît Broutchoux
par Phil et Callens
Ed. Le dernier Terrain Vague
En vente à Publico 48 F

Un numéro spécial du Monde Libertaire

« L'URSS aujourd'hui » est paru
8 pages..... 4 F

En vente à Publico

A PLOGOFF, LUTTE POUR LA VIE

Plogoff est aujourd'hui le cadre d'une enquête d'utilité publique en vue de l'implantation d'une centrale électronucléaire dans un site unique, puisque situé à trois kilomètres de la pointe du Raz (l'un des plus beaux de France et d'Europe).

Devant le refus général des populations et municipalités concernées, le pouvoir poursuit une parodie d'enquête dans des camionettes baptisées « mairies annexes » placées sous la protection d'un nombre impressionnant de « forces de l'ordre ». Celle de Plogoff est actuellement installée à l'entrée du bourg et coincée entre les cars et camions kakis de gardes mobiles et de gendarmes parachutistes en kaki. La route est barrée par des barrières. On laisse passer les gens un par un. Une dizaine de camions à cet endroit, mais d'autres un peu plus loin : des véhicules blindés, des auto-pompes, des camions bennes. En tout une quarantaine, mais il y en a autant en réserve dans le cantonnement de Pont Croix. Des policiers partout, sur la route, dans les chemins par derrière, dans les champs, en petits groupes.

Samedi 8 mars, la coordination des Comités de Défense de la basse Loire (Nantes et Le Pellerin entre autres) est venue appuyer la lutte de ses cousins de Plogoff. A 5 heures du matin, 3 autocars et de nombreuses voitures quittaient Nantes pour soutenir les Plogoffites. Accueillis à 9 h 30 par le Comité de Plogoff, les Nantais se dirigent vers la mairie annexe, mais le temps fort se situe à 11 H 30.

De nombreuses voitures arrivent de toute la région. Les gens se massent à quelques mètres de la mairie annexe dont le départ est prévu pour midi. Deux à trois mille personnes face à « l'armée d'occupation » comme disent les gens du coin. Les pierres commencent à voler ainsi que les boulons lancés par des frondes. Et aussi grenades lacrymogènes et grenades offensives (4 furent tirées). Les gens refluent. Les femmes et les vieux ramassent des cailloux dans les champs et les passent aux jeunes. Toute la population s'y met. Deux personnes seront blessées par les tirs de grenades. Le nuage de gaz se dissipe : les flics et les mairies ambulantes ont disparu. La route est jonchée de cailloux. On ramasse les grenades sur lesquelles les flics ont écrit « pour ta gueule de breton » ou « les capistes = bougnoules » ou « pour vous, sales bretons, de tout cœur ». Tout le monde saute dans les voitures pour les pourchasser jusqu'à leur cantonnement, à 15 kilomètres, à Pont Croix (dans le petit séminaire). La ville ressemble à une souricière : petites rues étroites, maisons et volets fermés. Les flics nous provoquent, sautant et frappant leur bouclier avec la matraque longue d'un mètre, en criant. Ils prennent des pierres dans la gueule, mais les munitions manquent en ville.

Le Comité de Pont Croix insiste pour que nous retournions à Plogoff : « cette place est un piège ! Ils peuvent venir à tout moment par derrière. Ne restons pas ici. Pont Croix est occupé militairement, jour et nuit. Nous ne pouvons pas circuler, dire ou faire ce que nous voulons ! » On repart après avoir récupéré un Nantais que les flics avaient trainé par les cheveux lors d'une charge.

Nous qui avons participé à toutes les luttes du Pellerin, nous avons été impressionnés par la détermination des gens du cap Sizun. A Pont Croix, à Audierne (10 kilomètres de Plogoff), à Plogoff, dans toutes les vitrines des affiches contre les centrales, sur le comptoir une boite pour recevoir des sous pour la défense des inculpés, des affiches sur les vitrines des appartements, des inscriptions peintes proprement par le propriétaire sur les portes des garages, sur des panneaux installés dans les jardins... Extrêmement rares sont les voitures qui n'ont pas un, deux, trois macarons anti-nucléaires. La réprobation est unanime. Cela se sent aussi au contact des gens. Ici, ce sont les femmes qui mènent le combat, les hommes sont en mer. Plogoff compte 430 foyers de marins sur 600. 350 naviguent au commerce, 50 dans la Royale et une trentaine à la pêche. Elles harcèlent les flics, les engueulent, les insultent. Samedi, elles étaient là toute la matinée, en veste de laine, comme si elles allaient au marché, devisant entre elles en Breton. Elles se font cogner aussi, mais reviennent chaque jour et semblent s'installer dans ce climat de violence. L'une disait samedi : « avec ce vent, leurs grenades ne feront pas beaucoup d'effet ». « Nos maris n'étant pas là, nous sommes habituées à prendre constamment nos responsabilités » explique Mme Carval, responsable du Comité de Défense de Plogoff, nous n'avons pas pour habitude de nous retrancher derrière nos maris comme le font bon nombre de femmes ». «Nous continueront ainsi d'ici que le bon Dieu veuille bien nous laisser chez nous en paix. C'est ici notre problème en ce moment » s'exclame une septuagénaire. Et sa voisine « du temps pour lutter ? Pour sûr qu'on en a. Si on ne mange pas cuit le midi, on mange cru. Et le ménage on aura bien le temps de le faire dans 40 jours quand on aura gagné la bataille contre la centrale ».

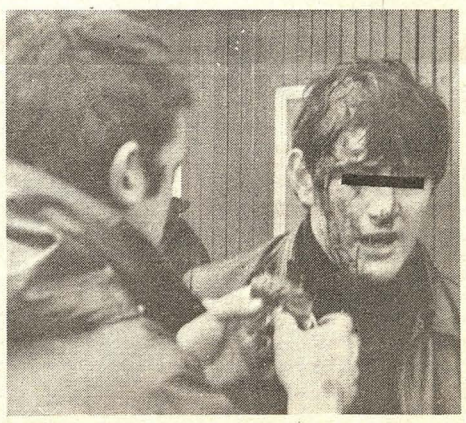
Le Comité de Défense est composé en majorité de femmes. Le Conseil municipal à majorité P.S. (5 P.C.) s'est prononcé à l'unanimité contre la centrale. Mais, depuis, Marchais est venu défendre l'implantation d'une centrale nucléaire en Bretagne, et pourquoi pas à Plogoff ? A cette époque il y avait 80 cartes du P.C., mais peu à peu elle se déchirent, comme le raconte cette vieille militante du P.C. qui a déchiré la sienne. Elle dit que ça lui a fait un tel choc que pendant un an, désorientée, elle ne participait plus à rien. Depuis l'enquête d'utilité publique, elle a repris la lutte mais pas sa carte. C'est aussi le cas de deux gars emprisonnés, Clet Ansquer (gardien de prison en retraite. Matraqué, pendu par les bras pendant plusieurs heures. Un mois ferme) et Eugène Coquet (45 jours fermes), militants du P.C. de longue date et qui ont déchiré leur carte. Le maire P.C. de Douarnenez a toujours lutté contre la centrale. Il est bien gêné par les prises de position de son parti, mais refuse toujours la centrale, tout en restant au Parti.

C'est Mme Carval, responsable du Comité de Défense qui nous explique : « le jour, nous harcelons les gendarmes, mais nous passons toutes les nuits à construire des barrages. Et les flics reviennent la nuit faire des rondes et jouer du gourdin ! Dans la nuit du 29 on a barré les quatre routes. Les flics ont passé le barrage du Loch, mais plus loin ont trouvé un autre barrage de carcasses de voitures qu'ils ont déblayé au tracto-pelle; puis ils ont trouvé des grosses pierres sur la route, sur 4 kilomètres; ils ont mis 4 heures pour la dégager. Nous étions là et nous avons eu notre ration de grenades. On s'est réfugié dans la mairie (la vraie). La route était libre... Mais de colère, les flics ont lancé des grenades à l'intérieur de la mairie.

Le lendemain, deux à trois mille personnes étaient massées devant la mairie annexe. Les flics ont interdit d'en approcher. Seuls les journalistes pouvaient y entrer. Samedi dernier, nous les avons accompagnés jusqu'à Pont Croix. Nous chantions des chants bretons, ils nous ont répondu par la matraque.

D'autres nuits, nous avons fait des tranchées pour empêcher le passage des camions. Nous avons labouré les emplacements, y avons accumulé des carcasses de voitures et de vieilles machines agricoles, nous avons barré les routes avec des pneus enflammés. Régulièrement, nous allons déverser les ordures ou de l'huile de vidange ou du fumier sur l'endroit où ils stationnent et les flics commencent, le matin, par nettoyer, ce qui ne leur plaît pas (« je ne me suis pas engagé pour cela » disait un bleu), et les paysans viennent les arroser de purin. Si bien que les premiers ont demandé à être relevés car ils n'avaient plus de fringues propres à se mettre.

Jeudi dernier, nous avions décidé une manif silencieuse, mais ce sont les forces de l'ordre qui nous ont lancé des pierres avec des frondes. Le lendemain (29 février) la réaction fut plus dure, d'un côté comme de l'autre. Les gardes mobiles ont balancé un tir nourri de grenades offensives. Les habitants, courant se réfugier dans le bourg, se sont heurtés aux paras qui les avaient pris à revers. Ce fut un carnage ! »



« Ils sont prêts à tout ! J'ai vu des femmes rouées de coups de pied et de coups de crosse de fusil. Une vieille femme avait la jambe toute noire. Un jeune, le ciré couvert de sang, un autre les cheveux ensanglantés a été matraqué. On a pu voir sans distinction des personnes jeunes ou âgées, hommes et femmes se faire bousculer, matraquer, jeter à terre, frapper, injurier, tirer par les cheveux » dira l'adjointe au maire. Une jeune femme de Plogoff s'adressant à un para qui mettait en joue son gamin de 10 ans avec son fusil « tue-le et tue-moi après si tu l'oses ».

Toute la nuit, des patrouilles pourchasseront ceux qui se sont réfugiés dans la lande. 13 arrestations. Ils passeront en jugement à Quimper où il y eu encore des bagarres et où les manifestants furent poursuivis et matraqués jusque dans les couloir du palais. Ce fut ce jour-là que maître Choucq, avocat des inculpés, fut suspendu pour 10 jours pour outrage à magistrat. Depuis, tous les avocats sont en grève à Quimper, Rennes, Poitiers et Nantes. Et dans toute la France, le barreau a protesté et s'est mis en grève.

Le procureur lisait une lettre d'un témoin qui disait qu'il n'avait pas été molesté par la police. Choucq, s'adressant au procureur : « J'ose croire que ce n'est pas parce que le témoin est parent d'un magistrat (un procureur) qu'il a été relâché aussi rapidement ! » Le procureur bondit en huralnt « outrage à magistrat ! » Et tout le monde de rire !

Depuis, les Bretons ont manifesté silencieusement à Quimper, une fronde passée autour du cou, comme les bourgeois de Calais, et sont aussi allés demander des comptes à l'évêché. Et encore une manifestation, face aux flics, des maires et des médecins de la région.

Tous les jours une manif, toutes les nuits des barricades. Les Bretons ont la tête dure. Ils ne démordent pas. Et toute la Bretagne (les 5 départements) est solidaire et le manifeste. La mobilisation est importante partout. Des Comités Plogoff se créent tous les jours et partout. Une ville comme Morlaix qui pourtant est éloignée de Plogoff, fait un travail énorme contre la centrale, municipalité en tête. Des grandes villes : Quimper, Brest, Lannion, St Brieuc, Morlaix, Nantes, Rennes, mais aussi une kyrielle de petites : Plozevet, Pormoguer, Chateaulin, Landerneau, Carhaix, Plougasnou, etc. Je peux en citer plus de 40 ! Même les pêcheurs irlandais se signalent en lançant des canulars aux flics qui marchent !

Un groupement foncier agricole s'est créé, qui a installé une bergerie sur le site. Un berger a été embauché et des moutons paissent dans la lande. A la Pentecôte, ceux du Larzac viendront à Plogoff avec leurs moutons pour le Jumelage des GEA du Larzac, de Plogoff et du Pellerin.

Que dire de tout cela ? D'abord qu'il devient de plus en plus difficile au pouvoir de faire admettre son plan électro-nucléaire. Autrefois, à Chinon comme au Bugey, peu de réactions. Mais à Braud St Louis et Flamanville, un grand nombre de personnes ont dit NON aux projets (trente mille signatures à Braud St Louis où il n'y avait pas assez de registres pour recevoir les signatures contre): Tout cela pour rien : le pouvoir a installé ses centrales malgré l'avis des populations, ce qui a fait dire par ces mêmes populations de Braud-St-Louis et de Flamanville « boycottez les enquêtes-bidon ! » Cela ne sert à rien de rester dans la légalité et d'affirmer son opposition. L'Etat n'en tient pas compte.

Au Pellerin, la population a boycotté les registres et au passage en a détruit deux. Mais la lutte a été de tous les moments et continue sans désemparer. Barrages, bagarres, manifestations, fêtes, réunions publiques, forums... Procès. Personne ne peut se pointer dans le site sans que dans le quart d'heure, 15 agriculteurs viennent lui demander ce qu'il veut et pourquoi il est là.

Depuis, il y a eu Golfech. Là-bas, ils ont adopté une autre forme de lutte : ils ont fait des feux de joie avec les registres. Environ 300 ont été détruits et il y aurait 500 inculpés,. On se bousculait au portillon pour pouvoir déchirer son registre ! Le record, 16 le même jour. Le lendemain 13 !

Ensuite, il y a eu Plogoff. Ici une autre forme de lutte : on ignore les registres mais on harcèle les flics. La lutte est continue de nuit comme de jour.

Et que sera demain ? Il est net que la volonté de la population est clairement exprimée et que Giscard doit tenir sa promesse « les centrales ne seront pas imposées aux populations qui les refusent ». Mais, comme l'écrit un juriste nantais « en somme, que les habitants de Plogoff aillent noter leurs observations sur les registres d'enquête ou bien qu'ils lancent des cailloux contre les camionnettes-mairie, le résultat est le même. C'est un peu triste à dire, mais les mécanismes juridiques sont tels que rien, au bout de 6 semaines, ne peut empêcher le projet de suivre son cours. Si vous n'êtes pas d'accord, tant pis !... Depuis longtemps, des juristes ont mis en évidence le mauvais fonctionnement de l'enquête publique. Je constate simplement que l'enquête publique, même replâtrée n'apporte pas de réponses aux questions que les gens se posent. C'est elle qu'il faut réformer ».

JAKEZ